

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

- RP1** Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
- RP2** Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
- RP3** Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
- RP4** Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.
- RP6** Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
- RP7** Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
- a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
- RP9** Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
- RP29** Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
- a. la nature ou l'objet du contrat;
 - b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c. une copie du contrat;
 - d. une copie du résultat;
 - e. le coût du contrat.

- RP30** Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
 - b. nombre de consultants externes et coûts associés;
 - c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2021-2022), pour l'informatique et les technologies de l'information;
 - d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- RP195** Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.
- RP196** Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2021-2022.
- RP197** Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.
- RP198** Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.
- RP199** Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.
- RP200** Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.
- RP201** Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.
- RP202** Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.
- RP203** Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
- RP204** Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années. Fournir une ventilation par mois et par région.
- RP205** Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.
- RP206** Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main-d'œuvre Ontario-Québec.
- RP207** Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.
- RP208** Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l'objet d'une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.
- RP209** Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis cinq ans, par année, ainsi que les prévisions d'embauche pour 2021-2022.
- RP210** Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

- RP211** Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.
- RP212** Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.
- RP213** Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.
- RP214** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
- RP215** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
- RP216** Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.
- RP217** Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP218** Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP219** Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-1

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2020 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges liées aux effectifs	8 968 974 \$
Administration	244 562 \$
Entretien équipements et logiciels	3 133 592 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	1 502 211 \$
Autres frais	338 367 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 142 755 \$
TOTAL	18 330 461 \$

(1) Données préliminaires – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 11.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 20201

Informations complémentaires à la fiche RP-2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2X

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

Comme la Commission de la construction du Québec (CCQ) est un organisme non budgétaire et que ses dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'équilibre budgétaire, elle n'avait pas à faire un plan de réduction de dépenses dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2015-2016 ni à fournir de telles prévisions pour les exercices subséquents.

Toutefois, la CCQ applique les paramètres salariaux déterminés par le Conseil du trésor. De plus, aucun boni ou prime au rendement n'est versée par la CCQ.

Enfin, la CCQ a produit une demande de subvention au gouvernement du Québec pour la lutte contre le travail au noir de 4,376 M\$ pour 2020-2021, montant comparable aux 2 dernières années :

2019-2020 : 4,5 M\$
2018-2019 : 4,2 M\$
2017-2018 : 3,714 M\$
2016-2017 : 3,65 M\$
2015-2016 : 3,65 M\$

À noter que l'année financière de la CCQ prend fin le 31 décembre.

Information 2020

La CCQ gère un plan financier quinquennal qu'elle met à jour sur une base annuelle.

Ce dernier a pour objectif d'assurer le maintien de la bonne santé financière de la CCQ à court comme à long terme tout en assurant, à travers l'optimisation de ses ressources, le déploiement de son plan stratégique.

À cet effet, quelques éléments méritent d'être soulignés:

- Encore une fois, une attention particulière a été apportée à la préparation du budget 2021:
 - Limitation de la croissance des dépenses;
 - Plan d'effectifs limité à un maximum de 1 164 postes permanents;
 - Poursuite et intensification des efforts de transformation et des initiatives stratégiques, en lien avec nos priorités stratégiques.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-3

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

La liste des comités de la Commission de la construction du Québec apparaît dans le *Rapport annuel de gestion 2020*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-4

Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d'administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employées ventilée par catégorie d'emploi et la liste des membres du conseil d'administration sont disponibles dans le Rapport annuel de gestion 2020.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-7

Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :

- a. des frais de déplacement;
- b. des frais de représentation;
- c. des frais de repas;
- d. des frais de voyage;
- e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

**Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2020**

Remboursement de frais de transport	864.36 \$
Remboursement des frais d'hébergement	----- \$
Remboursement des frais de repas	2194.37 \$
Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	----- \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-9

Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employées ventilée par catégorie d'emploi est disponible dans le Rapport annuel de gestion 2020.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Voir annexe

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

FICHE 3RP29 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
9247-9714 Québec inc. (Groupe Gagnon)	Service de destruction sur place de documents personnels - SS et Estrie	2,500	Gré à gré
9251-3464 Québec Inc. (f.a.s.r.s VB Climatisation)	Entretien systèmes de climatisation et ventilation - R.-Nord	3,800	Gré à gré
ADN Leadership inc.	Services professionnels de coaching en gestion	2,000	Gré à gré
ADN Leadership inc.	Services professionnels de coaching en gestion	12,000	Gré à gré
Alarme BSL inc.	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Rimouski	386	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Service de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau de la Rive-Sud	504	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Service de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau régional de Trois-Rivières	540	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Service de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau de Sherbrooke	2,500	Gré à gré
Alpha Plantes	Service d'entretien des plantes d'intérieur - Siège social et BRM	7,500	Gré à gré
Alvéole Montréal inc.	Services de location de ruches d'abeilles	11,600	Gré à gré
Ascenseurs Cloutier Ltée	Entretien de l'ascenseur Maxi - Québec	14,248	Gré à gré
BFL Canada inc.	Assurance automobile - véhicules lourds de la CCQ	5,826	Gré à gré
Canon Canada inc.	Acquisition et entretien de numériseurs Canon DR-G2110 (TERA)	23,225	Gré à gré
Cedrom-SNI	Contrat d'abonnement et de licence pour la reproduction de revue de presse - Eureka	12,000	Gré à gré
Cedrom-SNI (téléf.Média/CNW Telbec)	Contrat d'abonnement et de licence pour la reproduction de revue de presse - Cision	24,248	Gré à gré
Centrale Thermique BC Plus inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - BRM	7,348	Gré à gré
Choquette CKS inc. (Service de cuisines commerciales)	Entretien d'équip. de cuisine (four, frigos, gaz, élect.)	20,000	Gré à gré
Clenche inc	Services de conception et de production de contenus multimédias	20,000	Gré à gré
Consilium Cabinet d'affaires gouv.inc.	Services professionnels - relations avec le Conseil Mohawk - Kahnawake	20,000	Gré à gré
CSPQ	Abonnement annuel au Réseau intégré des bibliothèques gouvernementales (RIBG)	22,800	Gré à gré
CSPQ (MTESS)	Abonnement annuel au RIBG et Portfolio - plateforme web	22,800	Gré à gré
Déneigement B Boivin inc.	Services de déneigement - bureau de Sherbrooke	17,400	Gré à gré
Déneigement FM	Services de déneigement - bureau de la Rive-Nord	19,800	Gré à gré
Echo Sondage	Sondage - Abandons dans l'industrie de la construction	17,075	Gré à gré
Extermox	Services d'extermination - siège social et bureau régional de Montréal	3,000	Gré à gré
Francotyp-Postalia Canada inc.	Location compteurs postaux Francotyp-Postalia Optimail 30	4,141	Gré à gré
Gosselin, Maurice	Services-conseil - accompagnement gestion de la performance	10,000	Gré à gré
Iron Mountain Canada Opérations ULC (anciennement Recal)	Service d'entreposage, de protection et de gestion des bandes informatiques	15,000	Gré à gré
Les Artisans du Paysage du Québec inc.	Services d'entretien paysager - Bureau de Québec	14,338	Gré à gré
Michel Toupin Consultation inc.	Service de consultant externe - membre de 3 comités de sélection - Trésorerie	3,750	Gré à gré
Microtec Securi-T	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau régional de Val d'Or	240	Gré à gré
MRC De La Vallée-De-L'Or	Location de conteneur à déchets - Val d'Or	3,500	Gré à gré
Neopost	Location de deux compteurs postaux IJ40/50pour le bureau de Québec	1,324	Gré à gré
Pages Jaunes	Placement de publicité - Pages Jaunes	5,000	Gré à gré
Paradis Aménagement Urbain inc	Services de déneigement - Québec	15,000	Gré à gré
Pro Alarme	Service de télésurveillance à système d'alarme intrusion - bureau de Sept-Îles	750	Gré à gré
Quadient (anc. Neopost)	Service d'entretien d'ouvre-lettres Ovation 2112 - DRF	665	Gré à gré
RécupérAction Marronniers inc.	Récupération de matières recyclables - SS et BRM	5,540	Gré à gré
SAAQ	Abonnement aux services en ligne - demandes de renseignements	4,400	Gré à gré
Sharp Électronique du Canada Ltée	Service et entretien de photocopieur Sharp MXM1204	15,000	Gré à gré
Sid Lee inc.	Services de support pour Sitecore	13,500	Gré à gré
TalentSoft SA	Licences d'utilisation du logiciel LMS/LCMS de TalentSoft Learning	16,150	Gré à gré
Technologie Reptile inc.	Solutions SaaS - envoi massif de courriels Emailicious	15,000	Gré à gré

Traduction sans frontières inc.	Services de traduction du français vers l'anglais	20,000	Gré à gré
Valtech Canada inc.	Cartographie du parcours travailleurs nouveaux diplômés SALC	24,780	Gré à gré
Ville de Sherbrooke	Service de récupération de matières recyclables	400	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
a. évolution des coûts pour chacun des dossiers ;
b. nombre de consultants externes et coûts associés ;
c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2021-2022), pour l'informatique et les technologies de l'information.
d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la <i>Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles</i> .			
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2020			
Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Actualisation des logiciels systèmes et utilitaires des applications hors centrale (ALSU) (PMTI)	Actualisation des logiciels systèmes et utilitaires des applications hors centrale. Livrables principaux : recette d'actualisation, actualisation des infrastructures technologiques Windows, SQL, définition du processus d'actualisation en continu des logiciels.	Complété	903 224 \$
Infonuagique avec Office 365 (PMTI)	<ul style="list-style-type: none">• Rehaussement de la suite bureautique Microsoft Office.• Préparer l'utilisation de la suite Office avec l'arrivée de nouvelles solutions de marchés tel que le PGI-GRC.• Assurer une formation à tous les utilisateurs de la CCQ.	En cours	1 002 530 \$
Remplacement AuthWeb pour authentification (PMTI)	L'objectif du projet est de cesser l'utilisation de l'application « maison » AuthWeb pour l'authentification des services en ligne (SEL) afin de réduire les risques inhérents à la sécurité. Le projet inclut également un plan de dé-commissionnement de l'application Authweb.	Complété	82 744 \$
Plan de relève TI (PMTI)	Mettre en place un plan de relève TI pour assurer la poursuite des services essentiels de la CCQ advenant un incident majeur ou un désastre qui affecterait la salle des serveurs et l'immeuble du siège social de la CCQ.	En cours	155 318 \$
Administration et contrôle des accès (PMTI)	Implantation d'une solution d'administration et de contrôle des accès utilisateurs. Le projet permet de satisfaire les exigences du VGQ et de la vérification interne en matière de révision annuelle des accès et d'optimiser la gestion des accès à travers son automatisation.	En cours	222 777 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Analyse et migration des sites compatibles Sharepoint (PMTI)	L'objectif principal de ce projet est de garantir la disponibilité et la sécurité du service de collaboration et de partage de document offert via la technologie SharePoint de Microsoft pour l'ensemble des lignes d'affaires de la CCQ. Migration des sites SharePoint de la plateforme 2010 vers la plateforme Sharepoint sous Office 365.	En cours	341 675 \$
Remplacement des commutateurs centraux (PMTI)	Remplacement des deux commutateurs centraux en fin de vie utile. Les deux commutateurs sont responsables du routage et des interconnexions de l'ensemble des équipements de la CCQ, autant au siège social qu'aux bureaux régionaux.	En cours	561 303 \$
SIEM - Corrélation et gestion des événements de sécurité (PMTI)	Mettre en place une solution de gestion des journaux d'événements de sécurité. La solution permet de surveiller en temps réel des événements et des incidents de sécurité qui pourraient survenir sur l'ensemble des équipements et des systèmes de la CCQ.	En cours	29 841 \$
Refonte des contrôleurs de domaine (PMTI)	Rehaussement des contrôleurs de domaine de la CCQ qui sont désuets et en fin de vie afin de respecter les normes de sécurité et permettre la venue du PGI-GRC.	Complété	41 958 \$
Traitement électronique des réclamations d'assurances	Remplacement du système de paiement de réclamation de frais d'assurance.	Complété	1 743 433 \$
Refonte du cadre normatif	Révision du cadre normatif de l'industrie de la construction afin de : simplifier la réglementation, accroître la transparence, éliminer les chevauchements et les doublons pour accroître l'efficacité, normaliser afin de réduire les exceptions pour accroître l'efficience.	En cours	0 \$
Mise en place d'un entrepôt de données	Mettre en place les fondations d'un entrepôt de données qui permettra à l'organisation d'exploiter ses informations de façon stratégique et centralisée. Établir les bases pour l'exposition de données du PGI/GRC, et les avenues possibles pour le partage de données avec nos partenaires externes.	En cours	1 526 725 \$
Épuration de COMIC	Épurer les données du système comptable de l'industrie de la construction (COMIC) afin d'optimiser les temps des traitements du système central et simplifier la conversion des données vers le Programme Mistral. Épuration manuelle des données de gestion monétaire du système «GA».	En cours	359 291 \$
Refonte des applications critiques en fin de vie	Plusieurs applications du parc applicatif reposent sur des technologies désuètes ou des solutions qui ne seront plus supportées par leur fournisseur. 3 applications ont été priorisées : PC Réclam, SIR et Admin 2000. Le projet vise ainsi à mettre en place des stratégies pour en assurer leur pérennité.	En cours	926 149 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Mesure de rareté de la main-d'œuvre	Implantation d'une série de 9 mesures réglementaires visant à contrer la rareté de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.	En cours	576 895 \$
Mise en place de l'agilité	Concrétiser l'approche "Agile" de gestion de projet et de développement à la CCQ. L'objectif est de formaliser la méthodologie afin d'améliorer la flexibilité et la vélocité dans le cadre de la livraison de projets et de minimiser les risques sur les investissements à venir.	En cours	208 669 \$
Améliorations du système pénal, RIG et avis de courtoisie	Amélioration des systèmes patrimoniaux (système pénal, RIG et avis de courtoisie) de la VPVE afin de faire certaines mises à niveau essentielles avant l'arrivée du PGI-GRC.	Complété	73 824 \$
Améliorations de l'application de géolocalisation	Bonification de l'application de géolocalisation qui est présentement limitée dans ses fonctionnalités. Le projet permettra ainsi d'améliorer l'efficacité du travail des inspecteurs dans l'analyse de leurs dossiers.	En cours	10 930 \$
Mise en place d'un nouvel intranet	Mise en place d'un nouvel Intranet qui permettra la communication, la collaboration et le partage des informations de l'organisation via une plateforme moderne et conviviale. La nouvelle plateforme permettra d'améliorer l'autonomie des lignes d'affaires dans la gestion du contenu publié et adresser la désuétude de l'Intranet actuel.	En cours	135 321 \$
PGI-GRC Sélection et cartographie des processus	Sélection d'une ou des Solutions intégrées, ainsi qu'un intégrateur qui assurera le succès de l'implantation d'un PGI-GRC (Progiciel de gestion intégrée-Gestion de la relation client) à la CCQ.	Complété	958 095 \$
Déploiement du module Ressources humaines	Implantation des modules SAP RH suivants : SAP Sodales (Gestion des relations de travail), SAP SuccessFactors (Gestion RH et Talents), SAP Paie (Gestion et le calcul de la paie)	En cours	1 681 782 \$
Conception générale du Programme MISTRAL	Conception générale de la solution et production d'une feuille de route pour l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la CCQ dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	2 880 858 \$
Déploiement du module Finances et approvisionnement	Implantation des modules SAP S4/HANA suivants : - FI: Comptabilité générale, comptes payables, immobilisations et gestion bancaire - CO: Contrôles et gestion budgétaires - MM: Gestion de l'approvisionnement et des articles Implantation de la solution Concur : Gestion des comptes de dépenses	En cours	1 745 848 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Historisation, conversion et intégration	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	1 514 690 \$
Documentation des règles d'affaires	Documentation des règles d'affaires en vue de l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la CCQ dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	1 569 284 \$

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 9 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-195

Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC TOTAL DES CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2020 NON VÉRIFIÉES

<u>Charges reliées aux effectifs de travail</u>	<u>96 945 939</u>
Gestion des ressources humaines	1 410 924
Services techniques	1 023 646
Frais juridiques	274 864
Télécommunication et entretien d'équipements informatiques	4 780 232
Frais de déplacement et séjour	1 690 143
Frais de postes, imprimés et fournitures	4 483 016
Relations publiques et publicité	501 510
Charges financières	948 320
Autres charges administratives	661 500
Gestion immobilière	5 562 960
<u>CHARGES RELIÉES AUX BIENS ET SERVICES</u>	<u>21 337 115</u>
Amortissement des immobilisations	9 136 366
Contribution à la CRT et bureau de permis	1 394 300
Autres	447 679
<u>CHARGES CORPORATIVES</u>	<u>10 978 345</u>
<u>CHARGES RELIÉES AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI</u>	<u>26 635 390</u>
<u>Charges reliées au portefeuille de projet</u>	<u>21 911 928</u>
<u>Charges reliées au Plan de modernisation TI</u>	<u>2 133 258</u>
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	<u>179 941 976</u>

Les dépenses encourues à cause du télétravail en temps de pandémie s'élèvent à :
1,332,321 \$.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-195

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-195X

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2021-2022.

Comme la Commission de la construction du Québec (CCQ) est un organisme non budgétaire et que ses dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'équilibre budgétaire, elle n'avait pas à faire un plan de réduction de dépenses dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2015-2016 ni à fournir de telles prévisions pour les exercices subséquents.

Toutefois, la CCQ applique les paramètres salariaux déterminés par le Conseil du trésor. De plus, aucun boni ou prime au rendement n'est versée par la CCQ.

Enfin, la CCQ a produit une demande de subvention au gouvernement du Québec pour la lutte contre le travail au noir de 4,376 M\$ pour 2020-2021, montant comparable aux 2 dernières années :

2019-2020 : 4,5 M\$

2018-2019 : 4,2 M\$

2017-2018 : 3,714 M\$

2016-2017 : 3,65 M\$

2015-2016 : 3,65 M\$

À noter que l'année financière de la CCQ prend fin le 31 décembre.

Information 2020

La CCQ gère un plan financier quinquennal qu'elle met à jour sur une base annuelle.

Ce dernier a pour objectif d'assurer le maintien de la bonne santé financière de la CCQ à court comme à long terme tout en assurant, à travers l'optimisation de ses ressources, le déploiement de son plan stratégique.

À cet effet, quelques éléments méritent d'être soulignés:

Encore une fois, une attention particulière a été apportée à la préparation du budget 2021:

- o Limitation de la croissance des dépenses;
- o Plan d'effectifs limité à un maximum de 1 164 postes permanents;
- o Poursuite et intensification des efforts de transformation et des initiatives stratégiques, en lien avec nos priorités stratégiques.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-196

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2021-2022.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-197

Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.

Année 2020	
Employeurs	1898
Salariés	1804
TOTAL	3702

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-197

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-197X

Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuait des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.

Année 2020¹

Employeurs	1898
Salariés	1804
TOTAL	3702

Année 2019²

Employeurs	2526
Salariés	2799
TOTAL	5325

Année 2018

Employeurs	2 797
Salariés	3 372
TOTAL	6 169

Année 2017

Employeurs	4334
Salariés	3725
TOTAL	8059

Année 2016

Employeurs	3 063
Salariés	2 733
TOTAL	5 796

¹ Diminution 2020 :

- Arrêt des activités pendant le confinement (aucun dossier transmis du 19 mars au 11 mai 2020)
- Hausse des délais de traitement en raison de nouvelles exigences du DPCP (complément de preuve)

² Diminution 2019 :

- Suite à de nouvelles exigences opérationnelles et du DPCP, le temps de rédaction des rapports de vérification a augmenté, ce qui a occasionné une diminution de la quantité de visites réalisées et par conséquent du nombre d'infractions détectées.
- Introduction de l'avis de courtoisie dans les situations de non-conformité mineure.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-198

Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d’intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.

Poursuites recommandées par l’Unité des enquêtes spéciales au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

Par année de réception du dossier

Nombre de recours pénaux recommandés par l’Unité des enquêtes spéciales (UES) au DPCP (Pour l’ensemble des activités de l’UES)	Dossiers reçus en 2019(1)
113.1 : Menaces ou intimidation dans le but d'entraver ou arrêter les activités sur un chantier	1
119.1 (10) : Faire une fausse déclaration, falsifier un document ou faire usage d'un document falsifié pour l'obtention d'un certificat de compétence.	5
122(4) : Détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document	24
57 et 113 : Arrêt ou ralentissement de travail et lock-out illégaux	22
84 : Molester, incommoder ou injurier un membre ou un employé de la CCQ	11
Nombre total de recours pénaux recommandés par l’Unité des enquêtes spéciales au DPCP	63

(1) L'année du recours correspond à celle du dépôt de la plainte (année d’envoi)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-198

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-198X

Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers pour 2020-2021.

MANDAT DE L'UNITÉ DES ENQUÊTES SPÉCIALES

- Intensifier et diversifier les stratégies et interventions pour une concurrence loyale et des changements de comportement durable.
- Agir pour un climat sain sur les chantiers de construction.
- Lutter contre le travail au noir et l'évasion fiscale.
- Lutter contre la discrimination et l'intimidation sur les chantiers.
- Lutter contre la corruption et la collusion.

5 AXES D'INTERVENTION

- Traitement de l'information et des plaintes dénonçant certaines infractions à la Loi
- Enquêtes relatives à la sécurité des employés
- Développer une culture de renseignement
- Utilisation de méthodes spécialisées demandant une expertise
- Enquêtes internes

PLAINTES POUR INTIMIDATION ET DISCRIMINATION ET AUTRES INFRACTIONS

- Depuis décembre 2005, un total de 3567 enquêtes ont été initiées.
- Afin d'assurer que les travaux de construction sont effectués dans un climat sain sur les chantiers, la CCQ porte une attention particulière et intervient systématiquement dans tous les cas d'intimidation et d'événements violents qui lui sont rapportés. En 2020 la CCQ a ouvert 8 dossiers en lien avec l'intimidation et la discrimination envers les travailleurs de l'industrie.
- L'Unité des enquêtes spéciales enquête sur les événements où quiconque moleste, incommode ou injurie un employé de la CCQ en vertu de l'article 84. Le but est d'offrir un soutien et un suivi rapproché dans la gestion d'incidents violents en collaboration avec les ressources humaines et la vice-présidence concernée et d'offrir une coordination auprès des autorités policières. Depuis 2010, 151 rapports d'infraction généraux ont été soumis au DPCP en lien avec l'article 84 (par année d'envoi).

FAITS SAILLANTS :

- La CCQ a mis en place le Projet VIVE (vision intégrée des volets de vérification et d'enquête) qui a permis d'implanter une stratégie de renforcement du renseignement. Par ailleurs, VIVE permet par une meilleure gestion du renseignement au sein de l'Unité – Enquêtes spéciales une meilleure priorisation et coordination des dossiers.
- La CCQ a mis en place une base de données informatique i2 permettant entre autres :
 - La vérification et l'analyse de données permettant de mieux cibler les stratagèmes et les contrevenants en fonction de l'information obtenue par la contribution des diverses unités de la CCQ.
 - Du soutien dans la coordination des opérations liées à des dossiers complexes.

- De répondre aux demandes d'information et de collaboration provenant des corps policiers.
- En 2020, l'Unité des enquêtes spéciales et l'Unités des enquêtes construction ont envoyé 16 assignations à comparaître dans le cadre de l'utilisation des pouvoirs de commissaire prévus à l'article 7 de la Loi R-20.
- En 2020, suite aux enquêtes effectuées par l'Unité – Enquêtes spéciales, 57 poursuites pénales ont été recommandées au *DPCP*.

Nombre de recours pénaux recommandés par l'Unité des enquêtes spéciales (UES) au DPCP (Pour l'ensemble des activités de l'UES)	Dossiers reçus en 2019	Dossiers reçus en 2020
113.1 : Menaces ou intimidation dans le but d'entraver ou arrêter les activités sur un chantier	1	0
113.2 Imposer à un employeur l'embauche de salariés déterminés ou d'un nombre déterminé de salariés	0	1
118 : Tenter de commettre une infraction, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre une telle infraction	0	1
119.1 (10) : Faire une fausse déclaration, falsifier un document ou faire usage d'un document falsifié pour l'obtention d'un certificat de compétence.	5	2
122(4) : Détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document	24	14
122, 2e alinéa : Congédier un employé suite à une plainte	0	1
31 : Publicité ou sollicitation interdite	0	5
57 et 113 : Arrêt ou ralentissement de travail et lock-out illégaux	22	0
84 : Molester, incommoder ou injurier un membre ou un employé de la CCQ	11	27
98 : Personne ne peut, au nom ou pour le compte d'une association de salariés, solliciter pendant les heures de travail, l'adhésion d'un salarié à une association	0	5
120 : Quiconque viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité, ou encore une prescription d'une convention collective portant sur une matière autre que celles visées au premier alinéa de l'article 62 et au paragraphe c du premier alinéa de l'article 81, commet une infraction et est passible, si aucune autre peine n'est prévue pour cette infraction,	0	1
Nombre total de recours pénaux recommandés par l'Unité des enquêtes spéciales au DPCP	63	57

Enquêtes effectuées et poursuites recommandées par l'Unité – Enquêtes spéciales au DPCP <u>Par année de fermeture et d'envoi</u>	Dossiers reçus en 2016	Dossiers reçus en 2017	Dossiers reçus en 2018	Dossiers reçus en 2019	Dossiers reçus en 2020
Nombre de dossiers traités	297	461 ⁽²⁾	205	159	125 ⁽⁵⁾
Nombre de recours pénaux recommandés par l'Unité – Enquêtes spéciales au DPCP ⁽¹⁾	242	151	594 ⁽³⁾	63	57
Proportion des recours pénaux recommandés par l'Unité – Enquêtes spéciales acceptées par le DPCP ⁽⁴⁾	84%	96%	99%	82%	83%

- (1) Parmi les dossiers traités par le DPCP, certains dossiers étant encore en analyse au moment de produire les données.
- (2) Plusieurs poursuites pénales peuvent être recommandées par dossier d'enquête.
- (3) Le nombre élevé de dossiers est en lien avec la négociation des conventions collectives de l'industrie où plusieurs dossiers ont été ouverts en mode préventif.
- (4) En 2018, l'augmentation de poursuites pénales est due aux poursuites recommandées dans le cadre de la grève illégale des grutiers à l'été 2018.
- (5) Légère baisse du nombre de dossiers en 2020 liée aux mesures sanitaires mises en place en raison de la COVID-19 (moins de rencontres de contrevenants permises, enquêtes au ralenti)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-199

Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.

L'industrie de la construction a lancé un Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF) 2015-2024 en mars 2015.

- Le PAEF comprend 40 mesures portées par différentes parties prenantes, dont 22 mesures sous la gouverne de la CCQ pour soutenir le parcours de femmes ainsi que créer des milieux favorables, inclusifs et respectueux des droits de la personne. Les principales parties prenantes (partenaires) impliquées dans le PAEF et ses mesures sont :
 - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), ministère de l'Immigration, de la Francisation et l'Intégration (MIFI), ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES), Régie du Bâtiment du Québec ;
 - Secrétariat de la condition féminine, Secrétariat du Conseil du Trésor, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), et CNESST;
 - Centres de formation professionnelle, Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction (ASP construction);
 - Associations patronales et syndicales de l'industrie.

Les mesures réglementaires du premier PAEF de 1997 sont toujours en vigueur :

- **Délivrance d'un certificat de compétence occupation (CCO) :** Une femme diplômée dans l'une des six occupations spécialisées qui n'est pas sélectionnée lors du tirage au sort annuel est automatiquement admise au Cours de connaissance générale de l'industrie de la construction (CCGIC). Ce cours est obligatoire afin d'obtenir un certificat de compétence occupation;
- **Renouvellement d'un certificat de compétence occupation (CCO) :** Une femme qui a travaillé au moins 5 000 heures dans une occupation de l'industrie et qui a travaillé au moins une heure au cours d'une période consécutive de cinq années peut se voir renouveler son certificat (au lieu de 10 000 heures pour les hommes);
- **Carnet référence construction (CRC) :** Lorsque la CCQ réfère de la main-d'œuvre à un employeur, elle priorise systématiquement toutes les femmes correspondant aux critères de l'employeur.

Les principales mesures du PAEF 2015-2024

- En 2020
 - Déploiement d'un plan d'action 2020-21, pour contrer la pandémie et intensifier les efforts pour une industrie plus inclusive, soutenu par les orientations du conseil d'administration de la CCQ adoptées fin 2019 :
 - Accroître l'attractivité de l'industrie et des programmes d'études auprès des femmes ;
 - Mobilisation pour la mixité ;
 - Favoriser l'embauche et le maintien en emploi des femmes ;
 - Assainir le climat de travail en matière de discrimination, de harcèlement et d'intimidation.
 - Poursuite des consultations en 2021 afin de mettre en place des actions structurantes pour la Phase 2 du PAEF vers 2024.
 - Implantation de tables de concertation avec les partenaires pour cibler des actions concertées soutenant l'inclusion des femmes et de la diversité.
 - Documentation en cours des pratiques porteuses d'inclusion des femmes dans

l'industrie, en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine et Emploi-Québec.

- Développement d'un pôle Discrimination, intimidation et harcèlement pour documenter les enjeux et accompagner la clientèle victime ou témoin.
- Poursuite des mesures antérieures.
- Grand bilan des cinq premières années et préparation d'une Phase 2
 - La vaste majorité des mesures de la Phase 1 ont été déployées – les parties prenantes demeurent mobilisées ;
 - La cible de 3 % n'est pas atteinte, mais la présence des femmes s'y rapproche avec quelque 2,73 % de la main-d'œuvre active en 2020 (donnée préliminaire) ;
 - Des écarts importants perdurent, notamment près de 30 % sur la moyenne des heures et un taux d'abandon presque deux fois supérieur à celui des hommes.
- Campagne de promotion :
 - Phase 3 en 2018 et 2019 : « Femme ou homme, c'est la compétence qui compte ». Diffusion sur le site mixite.ccq.org des plus récentes statistiques sur la place des femmes sur les chantiers et des mesures concrètes qui leur sont destinées ainsi que l'information sur dix mythes les plus souvent répandus sur les chantiers.
 - Phase 2 en 2017 : « les mentalités changent, les chantiers aussi » accompagnée d'une vidéo et d'affiches.
 - Phase 1 en 2016 : « Femme ou homme, c'est la compétence qui compte ».
 - Création de la page « mixite.ccq.org » et campagne de visibilité dans divers médias (télévision, journaux et Web).
- En 2018, en collaboration avec Emploi-Québec et le Secrétariat à la condition féminine, le lancement de deux projets destinés aux organismes d'employabilité visant à accroître la présence des femmes sur les chantiers ont été soutenus. La CCQ s'occupe d'assurer l'évaluation de ces projets et d'offrir un rôle-conseil sur l'industrie et les mesures PAEF.
- Lancement le 3 novembre 2017 de la Ligne relais-construction soutenant les victimes d'inconduites, de harcèlement et d'intimidation à caractère sexuel sur les chantiers de construction. En 2018, la CCQ a fait la promotion de cette ligne pour mieux informer les victimes potentielles de son existence.
- Entrée en vigueur, le 12 décembre 2016, de quatre mesures réglementaires favorisant l'accès et le maintien des femmes sur les chantiers :
 - délivrance plus rapide d'un certificat de compétence pour les femmes diplômées;
 - accès à l'industrie facilité pour les femmes non diplômées qui se voient offrir par un employeur l'opportunité d'acquérir des compétences en chantier;
 - augmentation du ratio apprenti compagnon en chantier permettant aux entreprises de faire travailler une personne apprentie de plus que la proportion prévue au règlement lorsqu'un de ces apprentis est une femme;
 - assouplissement des règles pour que les femmes puissent faire partie de la main-d'œuvre régulière d'une entreprise en leur permettant de travailler plus rapidement en dehors de leur région de domicile;
- Service d'information et d'accompagnement des femmes.
- Priorisation des femmes inscrites aux activités de perfectionnement et au cours de connaissance générale de l'industrie permettant l'accès des occupations diplômées.
- Lancement d'un appel de projets dans le cadre de l'engagement commun du Secrétariat à la condition féminine, d'Emploi-Québec et de la CCQ à la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2016-2021, destiné aux organismes d'employabilité partenaires d'Emploi-Québec.
- Poursuite du projet pilote novateur, où le Secrétariat à la condition féminine, Emploi-Québec et la CCQ collaborent afin d'accroître la présence des femmes en emploi dans l'industrie de la construction sur la Côte-Nord.
- Publication par la CCQ du bilan annuel du PAEF ainsi que d'un nouvel outil statistique, basé sur l'analyse différenciée selon le sexe (ADS).

Faits saillants (données préliminaires en mars 2021) :

- 2020 poursuit la progression des femmes sur les chantiers, soit 2,73 % (vs 2,45 % en 2019, 2,14 % en 2018 et 1,92 % en 2017).
- Plus de 4 800 femmes ont été actives sur les chantiers en 2020.
- De toute la nouvelle main-d’œuvre entrant pour la première fois dans l’industrie, les femmes constituent 8,6 % du groupe (soit 1 244 femmes sur 14 488 nouvelles entrées totales). C’est une augmentation 0,8 % par rapport à 2019 (1 234 femmes).
- 3 287 entreprises ont engagé au moins une femme en 2020.
 - o C’est 12,8 % de toutes les entreprises en construction (25 689). À noter que ce sont souvent les entreprises de grande taille qui engagent les femmes.
 - o Il s’agit d’une progression de 5,2 % par rapport à 2019, soit 163 entreprises de plus.

Moyennes annuelles des heures travaillées de la main-d’œuvre active selon le sexe et le statut par métier et occupation									
2020, moyennes d'heures annuelles et proportion de la moyenne des heures travaillées des hommes									
Métier / Occupation	Femmes			Hommes			% de la moyenne des hommes		
	Apprenti	Compagnor	Total	Apprenti	Compagnor	Total	Apprenti	Compagnor	Total
Briqueur-maçon / Briqueuse-maçon	624	655	631	691	901	822	90%	73%	77%
Calorifugeur / Calorifugeuse	762	998	865	843	1 122	1 046	90%	89%	83%
Carreleur / Carreleuse	665	885	714	673	841	768	99%	105%	93%
Charpentier-menuisier / Charpentière-menuisière	535	829	568	714	984	872	75%	84%	65%
Chaudronnier / Chaudronnière	448	511	482	765	684	695	59%	75%	69%
Cimentier-applicateur / Cimentière-applicatrice	573	1 117	659	767	1 041	928	75%	107%	71%
Couvreur / Couvreuse	499	768	536	459	865	684	109%	89%	78%
Electricien / Electricienne	757	1 066	837	1 006	1 127	1 089	75%	95%	77%
Ferblantier / Ferblantière	875	1 074	935	823	1 119	1 023	106%	96%	91%
Ferrailleur / Ferrailleuse	437	1 022	632	647	1 188	1 026	68%	86%	62%
Frigoriste	920	982	939	955	1 321	1 191	96%	74%	79%
Grutier / Grutière	785	1 142	1 029	914	1 214	1 173	86%	94%	88%
Mécanicien / Mécanicienne d’ascenseur	1 137	1 314	1 199	1 165	1 439	1 351	98%	91%	89%
Mécanicien industriel / Mécanicienne industrielle de chantier	387	124	321	763	790	786	51%	16%	41%
Mécanicien / Mécanicienne de machines lourdes	0	0	0	378	920	823	0%	0%	0%
Mécanicien / Mécanicienne en protection-incendie	824	2 017	924	1 067	1 275	1 190	77%	158%	78%
Monteur-assembleur / Monteuse-assembleuse	562	931	674	785	988	940	72%	94%	72%
Monteur-mécanicien (vitrier) / Monteuse-mécanicienne (vitrière)	529	1 519	615	827	1 064	965	64%	143%	64%
Opérateur / Opératrice de pelles	525	716	623	665	927	888	79%	77%	70%
Opérateur / Opératrice d’équipement lourd	437	603	522	735	931	893	60%	65%	58%
Peintre	631	926	709	648	880	796	97%	105%	89%
Plâtrier / Plâtrière	674	1 038	741	796	984	906	85%	106%	82%
Poseur / Poseuse de revêtements souples	545	998	638	575	749	693	95%	133%	92%
Poseur / Poseuse de systèmes intérieurs	678	1 229	784	857	1 098	1 005	79%	112%	78%
Tuyauteur / Tuyauteuse	808	865	821	1 026	1 103	1 079	79%	78%	76%
Total des métiers	629	929	698	777	1 021	936	81%	91%	75%
Boutefeu-foreur / Boutefeu-foreuse			566			995			57%
Conducteur / Conductrice de camions			663			607			109%
Magasinier / Magasinière / Commis			908			522			174%
Main-d’œuvre de lignes			766			1 106			69%
Manœuvre			544			789			69%
Arpenteur / Arpenteuse			860			1 122			77%
Scaphandrier (plongeur professionnel) / Scaphandrière (plongeuse professionnelle)			699			585			119%
Soudeur / Soudeuse			875			910			96%
Autres occupations			547			756			72%
Total des occupations			590			827			71%
Total			675			919			73%

Source: Commission de la construction du Québec, 2021

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-200

Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.

- Règlement sur la délivrance des certificats de compétence.
- Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-201

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI SELON LE MÉTIER – ANNÉE 2020

MÉTIERS	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Briqueteur-maçon	228	5.24	144	2.73	372	3.86
Calorifugeur	16	0.37	31	0.59	47	0.49
Carreleur	77	1.77	128	2.42	205	2.13
Charpentier-menuisier	1 384	31.79	2 588	49.01	3 972	41.23
Chaudronnier	14	0.32	2	0.04	16	0.17
Cimentier applicateur	74	1.70	230	4.36	304	3.16
Couvreur	63	1.45	479	9.07	542	5.63
Électricien	1 074	24.67	0	0.00	1 074	11.15
Ferblantier	48	1.10	188	3.56	236	2.45
Ferrailleur	31	0.71	137	2.59	168	1.74
Grutier	17	0.39	0	0.00	17	0.18
Mécanicien d'ascenseur	12	0.28	36	0.68	48	0.50
Mécanicien de chantier	28	0.64	11	0.21	39	0.40
Mécanicien de machinerie lourde	15	0.34	9	0.17	24	0.25
Monteur assembleur	20	0.46	15	0.28	35	0.36
Monteur-mécanicien (vitrier)	27	0.62	125	2.37	152	1.58
Opérateur d'équipement lourd	94	2.16	193	3.65	287	2.98
Opérateur de pelles mécaniques	61	1.40	154	2.92	215	2.23
Peintre	89	2.04	273	5.17	362	3.76
Plâtrier	68	1.56	175	3.31	243	2.52
Poseur de systèmes intérieurs	130	2.99	133	2.52	263	2.73
Poseur de revêtements souples	21	0.48	42	0.80	63	0.65
Tuyauteur	510	11.72	9	0.17	519	5.39
Mécanicien en protection incendie	48	1.10	63	1.19	111	1.15
Frigoriste	204	4.69	116	2.20	320	3.32
TOTAL	4 353	100	5 281	100	9 634	100

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2020**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	11	0.25	3	0.06	14	0.15
Bas-St-Laurent / Gaspésie	119	2.73	110	2.08	229	2.38
Saguenay / Lac-St-Jean	132	3.03	187	3.54	319	3.31
Québec	817	18.77	792	15.00	1 609	16.70
Mauricie / Bois-Francs	280	6.43	306	5.79	586	6.08
Cantons-de-l'Est	141	3.24	386	7.31	527	5.47
Montréal	2 570	59.04	3 034	57.45	5 604	58.17
Outaouais	169	3.88	370	7.01	539	5.59
Nord-Ouest	62	1.42	77	1.46	139	1.44
Côte-Nord	46	1.06	14	0.27	60	0.62
Baie-James	6	0.14	2	0.04	8	0.08
Extérieur	0	0.00	0	0.00	0	0.00
TOTAL	4 353	100	5 281	100	9 634	100

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2020**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	3	0.76	0	0.00	3	0.06
Bas-St-Laurent / Gaspésie	13	3.28	1	0.02	14	0.27
Saguenay / Lac-St-Jean	32	8.08	178	3.69	210	4.03
Québec	58	14.65	513	10.64	571	10.95
Mauricie / Bois-Francs	12	3.03	152	3.15	164	3.14
Cantons-de-l'Est	18	4.55	122	2.53	140	2.68
Montréal	201	50.76	3 452	71.62	3 653	70.03
Outaouais	27	6.82	301	6.24	328	6.29
Nord-Ouest	14	3.54	44	0.91	58	1.11
Côte-Nord	18	4.55	42	0.87	60	1.15
Baie-James	0	0.00	15	0.31	15	0.29
Extérieur	0	0.00	0	0.00	0	0.00
TOTAL	396	100	4 820	100	5 216	100

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-COMPAGNON ÉMIS EN 2019

RAISON DE LA DÉLIVRANCE	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
TOTAL	102 977	13 084

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-202

Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.

Ce numéro de résolution n'appartient pas à la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-203

Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

La réglementation considère qu'il y a pénurie lorsque moins de 5 % de la main-d'œuvre apprentie ou exerçant une occupation se trouve disponible, c'est-à-dire n'a pas d'emploi rapporté. La CCQ procède alors à ce que l'on appelle couramment « l'ouverture d'un bassin de main-d'œuvre ». Des personnes non-détentrices d'un DEP peuvent alors obtenir un certificat de compétence dans un métier ou une occupation, à condition de démontrer qu'un employeur leur garantit au moins 150 heures de travail sur au plus trois mois, et qu'elles détiennent le cours de sécurité approprié.

Les bassins de main-d'œuvre sont mis à jour sur une base quotidienne. Les ouvertures de bassins sont fréquentes, par région et métiers, et sont affichées sur le site web de la CCQ. Le tableau ci-joint comprend les chiffres détaillés des admissions de main-d'œuvre par métier et occupation pour 2020.

L'industrie de la construction est aux prises avec des enjeux de rareté de main-d'œuvre alors que l'activité sur les chantiers continue de s'intensifier. L'année 2019 avait été un record québécois à ce chapitre et, malgré le recul ponctuel de la fermeture temporaire des chantiers en mars 2020, les volumes d'activité sont massifs. Les enjeux de disponibilité de la main-d'œuvre peuvent poser des problèmes sérieux dans l'avancement des projets de construction, aussi bien dans le secteur privé que pour les chantiers publics.

Une étude réalisée par la CCQ, à l'été 2018, a démontré que le problème de rareté, voire de pénurie, devrait se faire ressentir jusqu'en 2030. De façon généralisée, depuis plus de trois ans, la disponibilité de la main-d'œuvre est en baisse dans le monde de la construction. La diplomation des jeunes dans les métiers de la construction est aussi en baisse tout comme le nombre d'inscriptions à des programmes pour y accéder. Les résultats de sondages conduits en 2019 et 2020 chez les employeurs démontrent le maintien à un niveau élevé des activités dans l'industrie ainsi que les difficultés de recrutement de travailleurs (compagnons, apprentis et occupations), de même que les impacts de cette situation.

Dans ce contexte, les entrées dans l'industrie par le truchement des « ouvertures de bassins de main-d'œuvre » sont allées en augmentation.

En 2020, 10 101 personnes ont été admises en situation de pénurie, comparativement à 12 195 en 2019 et 9 251 en 2018. Malgré le faible taux de diplomation en 2020 en raison de la pandémie, un nombre de 4 759 personnes ont été admises avec un DEP en 2020, soit une importante diminution de 29% par rapport à 2019.

Malgré la rareté de main-d'œuvre, l'industrie a accueilli 14 850 nouveaux travailleurs en 2020 et 18 848 en 2019.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 30 MARS 2021

DONNÉES SUR LES NOUVELLES ÉMISSIONS DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI (PAR MÉTIER) ET OCCUPATION PAR RÉGION DE PLACEMENT
POUR LA PÉRIODE DU 1er Janvier AU 31 Décembre 2020

	ÎLES-DE-LA-MADELEINE			BAS ST-LAURENT - GASPÉSIE			SAGUENAY - LAC-ST-JEAN			QUÉBEC			MAURICIE - BOIS-FRANCS			CANTONS-DE-L'EST			MONTRÉAL			OUTAOUAIS			NORD-OUEST			CÔTE-NORD			BAIE JAMES			EXTÉRIEUR			TOTAL PROVINCIAL		
MÉTIER	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total			
Briqueur-maçon	0	0	0	6	1	7	8	5	13	27	12	39	17	5	22	5	7	12	146	107	253	17	6	23	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	228	144	372
Calorifugeur	0	0	0	0	3	3	0	1	1	1	11	12	1	0	1	0	0	0	14	10	24	0	4	4	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	16	31	47	
Carreleur	0	0	0	0	3	3	0	4	4	16	15	31	0	8	8	0	10	10	61	64	125	0	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77	128	205	
Charpentier-menuisier	8	1	9	58	43	101	39	108	147	299	417	716	132	142	274	61	206	267	686	1,504	2,190	63	140	203	30	27	57	6	0	6	2	0	2	0	0	0	1,384	2,588	3,972
Chaudronnier	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	2	2	0	0	0	0	0	0	12	0	12	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	2	16	
Cimentier-applicateur	0	0	0	0	2	2	1	13	14	16	32	48	2	18	20	0	12	12	54	124	178	0	25	25	0	4	4	1	0	1	0	0	0	0	0	74	230	304	
Couvreur	0	0	0	0	7	7	0	5	5	18	39	57	3	35	38	0	52	52	41	290	331	1	33	34	0	17	17	0	1	1	0	0	0	0	0	63	479	542	
Électricien	2	0	2	22	0	22	39	0	39	178	0	178	59	0	59	48	0	48	630	0	630	47	0	47	28	0	28	21	0	21	0	0	0	0	0	1,074	0	1,074	
Ferblantier	1	0	1	0	3	3	3	6	9	4	41	45	3	7	10	0	7	7	37	113	150	0	9	9	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	48	188	236	
Ferrailleur	0	0	0	2	1	3	0	1	1	1	22	23	1	6	7	0	7	7	27	86	113	0	8	8	0	4	4	0	2	2	0	0	0	0	0	31	137	168	
Grutier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2	1	0	1	11	0	11	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	17	0	17		
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	6	9	0	0	0	0	1	1	9	27	36	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	12	36	48		
Mécanicien de chantier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	0	0	0	0	0	0	26	5	31	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	28	11	39		
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	2	0	2	1	0	1	3	0	3	0	1	1	0	1	1	4	5	9	0	0	0	0	0	0	5	2	7	0	0	0	0	15	9	24		
Monteur-assembleur	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	3	3	0	5	5	0	6	6	19	0	19	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	15	35		
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	0	1	1	0	1	1	11	19	30	0	4	4	1	4	5	15	85	100	0	9	9	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	27	125	152		
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	6	26	32	0	0	0	29	35	64	2	4	6	5	10	15	46	105	151	1	10	11	0	2	2	5	1	6	0	0	0	0	94	193	287		
Opérateur de pelles mécaniques	0	1	1	2	7	9	0	10	10	23	17	40	2	12	14	4	9	13	28	79	107	1	8	9	0	7	7	1	4	5	0	0	0	0	61	154	215		
Peintre	0	1	1	1	7	8	13	6	19	23	30	53	1	31	32	0	27	27	48	139	187	0	27	27	0	1	1	0	2	2	3	2	5	0	0	89	273	362	
Plâtrier	0	0	0	2	0	2	4	6	10	25	25	50	2	6	8	0	9	9	28	102	130	6	26	32	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	68	175	243		
Poseur de systèmes intérieurs	0	0	0	0	1	1	0	5	5	15	27	42	13	1	14	0	10	10	101	68	169	1	17	18	0	3	3	0	1	1	0	0	0	0	130	133	263		
Poseur de revêtements souples	0	0	0	0	0	0	0	7	7	8	0	8	0	7	7	0	0	0	13	25	38	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21	42	63		
Tuyauteur	0	0	0	16	0	16	16	0	16	82	0	82	22	0	22	4	0	4	335	0	335	30	9	39	1	0	1	4	0	4	0	0	0	0	510	9	519		
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	1	1	0	6	6	1	17	18	0	4	4	0	6	6	47	26	73	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48	63	111		
Frigoriste	0	0	0	2	4	6	6	3	9	32	16	48	18	10	28	12	2	14	132	70	202	1	7	8	0	4	4	1	0	1	0	0	0	0	204	116	320		
Sous-total	11	3	14	119	110	229	132	187	319	817	792	1,609	280	306	586	141	386	527	2,570	3,034	5,604	169	370	539	62	77	139	46	14	60	6	2	8	0	0	0	4,353	5,281	9,634
Occupation	3	0	3	13	1	14	32	178	210	58	513	571	12	152	164	18	122	140	201	3,452	3,653	27	301	328	14	44	58	18	42	60	0	15	15	0	0	0	396	4,820	5,216
GRAND TOTAL	14	3	17	132	111	243	164	365	529	875	1,305	2,180	292	458	750	159	508	667	2,771	6,486	9,257	196	671	867	76	121	197	64	56	120	6	17	23	0	0	0	4,749	10,101	14,850

Légende:

Dip.: Diplômés

Non-dip.: Non diplômés

Rapports PF840 & PF845

DONNÉES SUR LES NOUVELLES ÉMISSIONS DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI (PAR MÉTIER) ET OCCUPATION PAR RÉGION DE PLACEMENT
POUR LA PÉRIODE DU 1er Janvier AU 31 Décembre 2019

	ÎLES-DE-LA-MADELEINE			BAS ST-LAURENT - GASPÉSIE			SAGUENAY - LAC-ST-JEAN			QUÉBEC			MAURICIE - BOIS-FRANCS			CANTONS-DE-L'EST			MONTRÉAL			OUTAOUAIS			NORD-OUEST			CÔTE-NORD			BAIE JAMES			EXTÉRIEUR			TOTAL PROVINCIAL		
MÉTIER	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total			
Briqueur-maçon	0	0	0	1	0	1	5	9	14	26	5	31	9	9	18	17	7	24	202	50	252	18	8	26	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	279	88	367
Calorifugeur	0	0	0	0	0	0	0	8	8	7	18	25	1	0	1	0	3	3	6	18	24	0	3	3	0	5	5	0	2	2	0	0	0	0	0	0	14	57	71
Carreleur	0	0	0	1	2	3	0	3	3	14	23	37	1	9	10	1	18	19	86	73	159	0	27	27	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103	156	259
Charpentier-menuisier	3	5	8	71	61	132	77	91	168	409	346	755	187	161	348	123	133	256	1,104	1,510	2,614	84	140	224	47	26	73	20	15	35	1	2	3	0	0	0	2,126	2,490	4,616
Chaudronnier	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	18	1	19	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	20	2	22	
Cimentier-applicateur	0	0	0	0	0	0	0	11	11	20	20	40	0	42	42	1	17	18	71	90	161	0	20	20	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92	205	297
Couvreur	0	1	1	0	9	9	0	16	16	34	87	121	2	42	44	0	55	55	78	343	421	1	61	62	0	9	9	0	1	1	0	0	0	0	0	0	115	624	739
Électricien	1	0	1	27	0	27	52	0	52	224	0	224	64	0	64	29	0	29	781	2	783	37	0	37	38	0	38	19	0	19	0	0	0	1	0	1	1,273	2	1,275
Ferblantier	0	0	0	0	2	2	5	5	10	12	39	51	8	16	24	2	9	11	65	121	186	1	15	16	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93	208	301
Ferrailleur	0	0	0	1	0	1	0	4	4	0	29	29	0	9	9	0	7	7	42	52	94	0	6	6	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43	110	153
Grutier	0	0	0	1	0	1	0	0	0	3	1	4	1	0	1	0	0	0	46	4	50	3	1	4	4	0	4	0	1	1	0	0	0	0	0	58	7	65	
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	2	2	0	1	1	0	8	8	0	2	2	1	9	10	21	38	59	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22	63	85	
Mécanicien de chantier	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0	1	1	1	0	1	0	0	0	46	7	53	1	0	1	0	1	1	3	2	5	0	0	0	0	0	54	11	65	
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	1	1	2	1	3	4	9	1	10	1	0	1	2	4	6	6	5	11	0	0	0	0	0	0	4	0	4	0	0	0	0	0	24	14	38	
Monteur-assembleur	0	0	0	2	0	2	0	15	15	1	44	45	3	11	14	0	15	15	83	29	112	0	8	8	0	3	3	0	6	6	0	0	0	0	0	0	89	131	220
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	0	1	1	0	2	2	7	27	34	0	7	7	1	13	14	36	106	142	0	4	4	0	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	44	166	210	
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	5	18	23	4	12	16	31	34	65	1	30	31	6	13	19	49	89	138	3	11	14	3	0	3	7	6	13	2	1	3	0	0	0	111	214	325
Opérateur de pelles mécaniques	0	1	1	3	18	21	4	12	16	19	20	39	4	14	18	4	16	20	38	76	114	1	3	4	2	10	12	3	0	3	0	0	0	0	0	78	170	248	
Peintre	0	1	1	1	9	10	10	9	19	44	29	73	0	40	40	3	25	28	81	115	196	1	54	55	0	2	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	140	285	425
Plâtrier	1	0	1	0	0	0	5	4	9	19	12	31	6	21	27	3	7	10	60	107	167	4	13	17	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	98	166	264	
Poseur de systèmes intérieurs	0	0	0	0	3	3	0	4	4	14	40	54	14	5	19	0	7	7	146	17	163	0	24	24	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	174	101	275	
Poseur de revêtements souples	0	0	0	0	1	1	0	5	5	3	9	12	0	4	4	0	3	3	27	69	96	0	7	7	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	0	30	101	131	
Tuyauteur	2	0	2	9	0	9	19	4	23	70	0	70	33	0	33	16	0	16	445	1	446	28	7	35	10	0	10	2	0	2	0	0	0	0	0	634	12	646	
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	3	3	0	2	2	0	21	21	0	2	2	0	3	3	59	33	92	0	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59	68	127		
Frigoriste	0	0	0	1	5	6	16	5	21	46	13	59	29	8	37	9	4	13	182	36	218	1	5	6	2	6	8	0	2	2	0	2	2	0	0	286	86	372	
Sous-total	7	8	15	124	135	259	201	226	427	1,013	827	1,840	365	432	797	218	368	586	3,778	2,992	6,770	183	424	607	107	80	187	59	40	99	3	5	8	1	0	1	6,059	5,537	11,596
Occupation	2	0	2	23	2	25	37	182	219	95	646	741	31	117	148	15	194	209	329	5,007	5,336	25	302	327	12	102	114	25	80	105	0	26	26	0	0	0	594	6,658	7,252
GRAND TOTAL	9	8	17	147	137	284	238	408	646	1,108	1,473	2,581	396	549	945	233	562	795	4,107	7,999	12,106	208	726	934	119	182	301	84	120	204	3	31	34	1	0	1	6,653	12,195	18,848

Légende:

Dip.: Diplômés
Non-dip.: Non diplômés

Rapports PF840 & PF845

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-204

Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années.
Fournir une ventilation par mois et par région.

Métier/occupation prioritaire	Région de domicile	2020 provisoire
003)Briqueteur-maçon	Total du métier/occupation	4 229 469
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	47 745
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	128 973
	30)Québec	560 863
	40)Mauricie-Bois-Francis	201 245
	50)Estrie	193 661
	60)Grand Montréal	2 904 033
	70)Outaouais	162 183
	80)Abitibi-Témiscamingue	20 279
	90)Côte-Nord	9 088
	99)Extérieur	1 398
006)Calorifugeur	Total du métier/occupation	1 152 480
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	24 071
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	63 618
	30)Québec	231 154
	40)Mauricie-Bois-Francis	64 709
	50)Estrie	56 356
	60)Grand Montréal	645 174
	70)Outaouais	36 748
	80)Abitibi-Témiscamingue	27 084
	90)Côte-Nord	3 284
	99)Extérieur	283
009)Carreleur	Total du métier/occupation	1 963 336
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	35 540
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	39 882
	30)Québec	403 906
	40)Mauricie-Bois-Francis	77 027
	50)Estrie	114 215
	60)Grand Montréal	1 205 767
	70)Outaouais	60 220
	80)Abitibi-Témiscamingue	13 153
	90)Côte-Nord	12 347
	99)Extérieur	1 280
012)Charpentier-menuisier	Total du métier/occupation	42 813 540
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	1 782 242
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 881 693
	30)Québec	9 362 091
	40)Mauricie-Bois-Francis	3 022 673
	50)Estrie	2 287 152
	60)Grand Montréal	21 464 989
	70)Outaouais	1 693 844
	80)Abitibi-Témiscamingue	838 395
	84)Baie-James	25 328
	90)Côte-Nord	443 175
	99)Extérieur	11 958
015)Chaudronnier	Total du métier/occupation	423 837
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	42 342

	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	66 961
	30)Québec	70 000
	40)Mauricie-Bois-Francis	51 038
	50)Estrie	27 449
	60)Grand Montréal	129 155
	70)Outaouais	3 342
	80)Abitibi-Témiscamingue	7 953
	90)Côte-Nord	25 598
	99)Extérieur	
018)Cimentier-applicateur	Total du métier/occupation	3 144 920
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	33 399
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	91 081
	30)Québec	528 219
	40)Mauricie-Bois-Francis	212 347
	50)Estrie	82 279
	60)Grand Montréal	2 022 816
	70)Outaouais	129 619
	80)Abitibi-Témiscamingue	22 933
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	16 788
	99)Extérieur	5 440
021)Couvreur	Total du métier/occupation	4 015 949
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	90 378
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	98 310
	30)Québec	576 123
	40)Mauricie-Bois-Francis	312 866
	50)Estrie	189 406
	60)Grand Montréal	2 511 232
	70)Outaouais	164 980
	80)Abitibi-Témiscamingue	61 444
	90)Côte-Nord	10 940
	99)Extérieur	270
024)Électricien	Total du métier/occupation	20 811 569
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	496 058
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	660 627
	30)Québec	3 278 860
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 175 482
	50)Estrie	748 114
	60)Grand Montréal	13 118 251
	70)Outaouais	769 050
	80)Abitibi-Témiscamingue	285 676
	84)Baie-James	2 315
	90)Côte-Nord	242 200
	99)Extérieur	34 937
030)Ferblantier	Total du métier/occupation	4 952 458
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	77 974
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	166 401
	30)Québec	798 174
	40)Mauricie-Bois-Francis	273 276
	50)Estrie	137 190
	60)Grand Montréal	3 245 050
	70)Outaouais	168 221
	80)Abitibi-Témiscamingue	46 559
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	30 337
	99)Extérieur	9 277
033)Ferrailleur	Total du métier/occupation	1 944 915
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	60 194
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	35 255
	30)Québec	308 469
	40)Mauricie-Bois-Francis	112 956

	50)Etrie	95 579
	60)Grand Montréal	1 236 524
	70)Outaouais	65 882
	80)Abitibi-Témiscamingue	12 144
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	17 200
	99)Extérieur	712
036)Frigoriste	Total du métier/occupation	5 033 537
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	85 320
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	144 932
	30)Québec	713 602
	40)Mauricie-Bois-Francis	272 568
	50)Etrie	191 958
	60)Grand Montréal	3 434 239
	70)Outaouais	90 745
	80)Abitibi-Témiscamingue	64 422
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	29 586
	99)Extérieur	6 167
039)Grutier	Total du métier/occupation	2 116 456
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	57 301
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	78 281
	30)Québec	292 182
	40)Mauricie-Bois-Francis	138 109
	50)Etrie	65 600
	60)Grand Montréal	1 268 930
	70)Outaouais	81 183
	80)Abitibi-Témiscamingue	66 096
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	61 055
	99)Extérieur	7 720
042)Mécanicien d'ascenseur	Total du métier/occupation	1 660 387
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	8 107
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	13 134
	30)Québec	271 297
	40)Mauricie-Bois-Francis	13 557
	50)Etrie	26 177
	60)Grand Montréal	1 284 160
	70)Outaouais	17 896
	80)Abitibi-Témiscamingue	11 974
	90)Côte-Nord	
	99)Extérieur	14 085
045)Mécanicien de chantier	Total du métier/occupation	658 906
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	81 433
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	88 231
	30)Québec	83 689
	40)Mauricie-Bois-Francis	93 501
	50)Etrie	9 765
	60)Grand Montréal	238 145
	70)Outaouais	1 840
	80)Abitibi-Témiscamingue	17 249
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	45 054
	99)Extérieur	
048)Mécanicien de machines lourdes	Total du métier/occupation	313 488
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	37 313
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	49 038
	30)Québec	80 496
	40)Mauricie-Bois-Francis	22 652
	50)Etrie	7 401
	60)Grand Montréal	80 300

	70)Outaouais	1 710
	80)Abitibi-Témiscamingue	368
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	32 683
	99)Extérieur	1 526
051)Mécanicien en protection-incendie	Total du métier/occupation	1 798 012
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	31 396
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	61 929
	30)Québec	324 684
	40)Mauricie-Bois-Francis	72 300
	50)Estrie	46 991
	60)Grand Montréal	1 211 161
	70)Outaouais	20 976
	80)Abitibi-Témiscamingue	9 097
	90)Côte-Nord	7 119
	99)Extérieur	12 361
053)Monteur-assembleur	Total du métier/occupation	3 041 617
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	119 918
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	240 170
	30)Québec	531 465
	40)Mauricie-Bois-Francis	177 652
	50)Estrie	72 989
	60)Grand Montréal	1 680 031
	70)Outaouais	90 580
	80)Abitibi-Témiscamingue	60 831
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	61 814
	99)Extérieur	6 168
057)Monteur-mécanicien vitrier	Total du métier/occupation	2 558 439
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	17 829
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	47 876
	30)Québec	379 362
	40)Mauricie-Bois-Francis	80 180
	50)Estrie	67 022
	60)Grand Montréal	1 847 329
	70)Outaouais	85 627
	80)Abitibi-Témiscamingue	24 732
	90)Côte-Nord	6 329
	99)Extérieur	2 154
060)Opérateur de pelles	Total du métier/occupation	7 232 020
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	401 923
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	391 003
	30)Québec	1 378 617
	40)Mauricie-Bois-Francis	517 238
	50)Estrie	373 882
	60)Grand Montréal	3 547 501
	70)Outaouais	225 215
	80)Abitibi-Témiscamingue	165 018
	84)Baie-James	9 054
	90)Côte-Nord	220 944
	99)Extérieur	1 626
063)Opérateur d'équipement lourd	Total du métier/occupation	5 720 186
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	461 164
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	268 869
	30)Québec	1 104 013
	40)Mauricie-Bois-Francis	447 952
	50)Estrie	202 206
	60)Grand Montréal	2 687 693
	70)Outaouais	226 620
	80)Abitibi-Témiscamingue	103 083

	84)Baie-James	11 373
	90)Côte-Nord	178 734
	99)Extérieur	28 479
066)Peintre	Total du métier/occupation	4 858 827
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	142 722
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	152 798
	30)Québec	881 587
	40)Mauricie-Bois-Francis	284 325
	50)Estrie	200 320
	60)Grand Montréal	2 851 394
	70)Outaouais	242 164
	80)Abitibi-Témiscamingue	62 215
	84)Baie-James	3 733
	90)Côte-Nord	36 916
	99)Extérieur	653
069)Plâtrier	Total du métier/occupation	3 106 819
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	23 682
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	67 414
	30)Québec	716 004
	40)Mauricie-Bois-Francis	142 209
	50)Estrie	110 025
	60)Grand Montréal	1 893 885
	70)Outaouais	139 670
	80)Abitibi-Témiscamingue	6 368
	84)Baie-James	587
	90)Côte-Nord	6 474
	99)Extérieur	504
072)Poseur de revêtements souples	Total du métier/occupation	853 681
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	39 904
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	29 702
	30)Québec	143 372
	40)Mauricie-Bois-Francis	40 291
	50)Estrie	22 559
	60)Grand Montréal	537 339
	70)Outaouais	22 371
	80)Abitibi-Témiscamingue	9 534
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	5 260
	99)Extérieur	3 351
075)Poseur de systèmes intérieurs	Total du métier/occupation	2 967 352
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	7 400
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	31 249
	30)Québec	444 625
	40)Mauricie-Bois-Francis	116 308
	50)Estrie	55 053
	60)Grand Montréal	2 176 341
	70)Outaouais	131 555
	80)Abitibi-Témiscamingue	2 524
	90)Côte-Nord	2 297
	99)Extérieur	
081)Tuyauteur	Total du métier/occupation	10 722 440
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	249 910
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	306 205
	30)Québec	1 736 892
	40)Mauricie-Bois-Francis	656 012
	50)Estrie	337 234
	60)Grand Montréal	6 735 974
	70)Outaouais	427 838
	80)Abitibi-Témiscamingue	156 851
	84)Baie-James	127
	90)Côte-Nord	100 447

	99)Extérieur	14 950
910)Boutefeu et foreur	Total du métier/occupation	628 672
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	48 389
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	76 593
	30)Québec	138 478
	40)Mauricie-Bois-Francis	35 146
	50)Estrie	42 510
	60)Grand Montréal	213 641
	70)Outaouais	22 177
	80)Abitibi-Témiscamingue	4 318
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	45 802
	99)Extérieur	1 619
920)Manoeuvre	Total du métier/occupation	17 360 399
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	397 002
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	432 293
	30)Québec	2 162 532
	40)Mauricie-Bois-Francis	637 891
	50)Estrie	332 387
	60)Grand Montréal	12 202 370
	70)Outaouais	717 343
	80)Abitibi-Témiscamingue	157 442
	84)Baie-James	21 104
	90)Côte-Nord	213 609
	99)Extérieur	86 427
930)Main-d'oeuvre de lignes	Total du métier/occupation	2 053 052
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	85 507
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	196 724
	30)Québec	463 462
	40)Mauricie-Bois-Francis	219 255
	50)Estrie	59 080
	60)Grand Montréal	855 173
	70)Outaouais	64 539
	80)Abitibi-Témiscamingue	44 281
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	64 916
	99)Extérieur	116
940)Soudeur	Total du métier/occupation	796 379
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	15 249
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	39 065
	30)Québec	74 959
	40)Mauricie-Bois-Francis	40 612
	50)Estrie	31 788
	60)Grand Montréal	528 789
	70)Outaouais	17 113
	80)Abitibi-Témiscamingue	23 354
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	20 734
	99)Extérieur	4 717
950)Autres occupations	Total du métier/occupation	2 657 470
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	126 333
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	184 094
	30)Québec	427 035
	40)Mauricie-Bois-Francis	155 719
	50)Estrie	122 618
	60)Grand Montréal	1 412 453
	70)Outaouais	62 444
	80)Abitibi-Témiscamingue	35 381
	84)Baie-James	1 506
	90)Côte-Nord	101 337
	99)Extérieur	28 549

Informations complémentaires à la fiche RP-204

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-204X

Nombre d’heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années. Fournir une ventilation par mois et par région.

Nombre d'heures travaillées dans l'industrie de la construction assujetties à la loi R-20, par métier prioritaire et région de domicile, annuel, 2016 à 2019					
Métier/occupation prioritaire	Région de domicile	2016	2017	2018	2019
003)Briqueur-maçon	Total du métier/occupation	3 952 038	4 007 256	4 358 537	4 580 437
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	63 557	52 127	55 672	53 432
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	129 665	65 164	94 139	85 596
	30)Québec	580 499	560 957	596 227	623 311
	40)Mauricie-Bois-Francs	190 865	190 015	190 295	202 357
	50)Estrie	163 262	163 698	189 549	201 918
	60)Grand Montréal	2 683 430	2 826 994	3 060 500	3 211 819
	70)Outaouais	105 310	116 582	140 639	167 143
	80)Abitibi-Témiscamingue	26 789	22 147	17 959	19 962
	90)Côte-Nord	7 660	8 052	9 179	10 474
	99)Extérieur	1 002	1 521	4 378	4 426
006)Calorifugeur	Total du métier/occupation	1 283 541	1 221 654	1 284 204	1 378 130
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	24 222	16 873	20 163	26 690
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	74 056	58 927	67 784	75 737
	30)Québec	200 137	236 169	257 833	266 899
	40)Mauricie-Bois-Francs	74 831	88 179	84 075	88 375
	50)Estrie	58 195	55 929	65 873	61 765
	60)Grand Montréal	798 286	719 242	723 401	787 243
	70)Outaouais	30 063	33 121	43 857	41 094
	80)Abitibi-Témiscamingue	19 276	9 832	18 124	26 483
	90)Côte-Nord	3 995	3 100	2 660	3 599
	99)Extérieur	480	282	435	246
009)Carreleur	Total du métier/occupation	1 868 440	1 925 383	1 953 164	2 176 912
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 841	36 954	39 984	43 772
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 607	36 533	37 717	36 711
	30)Québec	401 326	406 576	411 306	442 332
	40)Mauricie-Bois-Francs	58 818	69 253	76 437	77 347
	50)Estrie	107 605	119 800	118 964	133 065
	60)Grand Montréal	1 137 703	1 167 432	1 181 660	1 341 550
	70)Outaouais	50 558	55 717	50 857	66 771
	80)Abitibi-Témiscamingue	20 344	18 580	20 888	16 368
	90)Côte-Nord	11 988	14 091	15 317	17 075
	99)Extérieur	652	448	35	1 921
012)Charpentier-menuisier	Total du métier/occupation	34 521 930	35 992 251	40 945 190	45 355 568
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	1 618 633	1 623 539	1 825 884	1 941 020
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 568 576	1 573 015	1 805 456	2 008 030
	30)Québec	7 901 941	8 224 216	9 335 613	9 984 090
	40)Mauricie-Bois-Francs	2 442 709	2 639 036	2 983 735	3 251 337
	50)Estrie	1 638 908	1 769 282	1 917 388	2 172 822
	60)Grand Montréal	16 756 311	17 441 005	20 058 034	22 736 244
	70)Outaouais	1 200 518	1 264 966	1 437 015	1 701 964
	80)Abitibi-Témiscamingue	764 209	809 555	938 955	920 868
	84)Baie-James	33 656	51 802	45 233	38 520
	90)Côte-Nord	591 875	589 439	583 496	585 783
	99)Extérieur	4 595	6 397	14 384	14 891

015)Chaudronnier	Total du métier/occupation	898 941	669 836	666 535	682 749
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	155 308	58 202	54 983	75 233
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	137 786	71 412	90 686	123 292
	30)Québec	61 491	56 106	55 282	77 326
	40)Mauricie-Bois-Francis	103 612	88 591	92 815	74 572
	50)Estrie	43 869	32 122	31 922	33 398
	60)Grand Montréal	342 135	322 090	298 803	246 253
	70)Outaouais	3 788	1 170	2 760	2 704
	80)Abitibi-Témiscamingue	13 531	11 478	9 534	14 215
	90)Côte-Nord	37 381	28 667	29 638	35 540
	99)Extérieur	41		111	215
018)Cimentier-applicateur	Total du métier/occupation	2 754 370	2 786 886	3 059 193	3 378 115
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 650	34 846	38 111	44 251
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 726	63 338	78 661	90 622
	30)Québec	472 431	489 024	525 759	567 471
	40)Mauricie-Bois-Francis	181 356	184 595	201 922	217 673
	50)Estrie	74 471	82 602	90 738	91 067
	60)Grand Montréal	1 798 727	1 805 282	1 987 064	2 195 349
	70)Outaouais	78 692	72 764	89 983	123 274
	80)Abitibi-Témiscamingue	24 380	25 797	25 126	25 817
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	21 117	22 059	16 685	15 667
	99)Extérieur	3 820	6 580	5 146	6 924
021)Couvreur	Total du métier/occupation	3 818 384	3 896 568	3 971 063	4 414 312
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	87 443	86 766	92 895	94 931
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	104 437	112 718	124 236	128 591
	30)Québec	540 262	591 042	576 163	612 360
	40)Mauricie-Bois-Francis	337 942	325 661	326 126	357 271
	50)Estrie	169 411	179 684	179 736	209 698
	60)Grand Montréal	2 375 417	2 379 329	2 426 502	2 756 748
	70)Outaouais	125 120	140 657	164 343	165 863
	80)Abitibi-Témiscamingue	64 541	67 714	66 061	76 487
	90)Côte-Nord	11 703	12 676	13 884	11 637
	99)Extérieur	2 108	322	1 119	727
024)Électricien	Total du métier/occupation	19 690 996	19 746 254	21 256 818	23 287 069
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	705 034	615 390	533 328	574 071
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	660 942	642 519	651 615	804 065
	30)Québec	2 840 729	3 081 930	3 248 855	3 510 509
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 042 093	1 212 381	1 188 245	1 255 821
	50)Estrie	575 592	620 391	662 561	731 572
	60)Grand Montréal	12 603 923	12 304 959	13 629 448	14 965 490
	70)Outaouais	576 775	593 670	695 273	774 627
	80)Abitibi-Témiscamingue	348 020	339 755	341 257	354 459
	84)Baie-James	1 879	1 297	1 973	1 700
	90)Côte-Nord	324 059	321 088	289 737	300 643
	99)Extérieur	11 952	12 874	14 527	14 112
030)Ferblantier	Total du métier/occupation	4 690 164	4 564 508	5 106 911	5 495 298
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	83 718	72 909	97 127	98 187
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	164 553	138 105	174 818	202 058
	30)Québec	688 640	703 696	758 541	824 581
	40)Mauricie-Bois-Francis	230 495	274 330	276 685	305 469
	50)Estrie	115 686	117 139	120 279	135 442
	60)Grand Montréal	3 178 362	3 045 004	3 439 778	3 665 706
	70)Outaouais	135 244	126 531	141 001	167 689
	80)Abitibi-Témiscamingue	60 514	50 748	63 860	58 824
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	31 836	35 244	32 641	35 293
	99)Extérieur	1 116	803	2 180	2 049
033)Ferrailleur	Total du métier/occupation	1 503 526	1 483 207	1 823 352	2 159 586
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	42 054	37 869	48 924	58 468
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	36 794	33 175	35 751	44 067
	30)Québec	260 007	254 585	321 353	363 317
	40)Mauricie-Bois-Francis	80 914	73 910	90 287	114 967

	50)Estrie	64 493	69 623	77 627	101 769
	60)Grand Montréal	953 084	939 980	1 164 191	1 349 601
	70)Outaouais	29 155	34 726	42 512	78 194
	80)Abitibi-Témiscamingue	14 743	19 648	20 614	19 369
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	22 162	18 980	20 747	25 391
	99)Extérieur	122	711	1 346	4 443
036)Frigoriste	Total du métier/occupation	4 445 057	4 508 549	4 918 910	5 273 431
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	69 612	75 661	80 287	87 010
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	119 971	116 959	124 865	148 468
	30)Québec	608 374	624 239	686 344	744 679
	40)Mauricie-Bois-Francs	241 461	243 187	266 359	292 882
	50)Estrie	165 402	174 062	188 396	195 004
	60)Grand Montréal	3 082 777	3 117 967	3 407 663	3 623 250
	70)Outaouais	63 935	67 594	71 892	79 515
	80)Abitibi-Témiscamingue	60 300	54 118	56 196	62 204
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	28 126	28 930	29 943	33 525
	99)Extérieur	5 101	5 832	6 966	6 894
039)Grutier	Total du métier/occupation	1 987 287	2 078 687	2 288 608	2 383 754
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	122 344	81 468	67 601	68 210
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	94 845	86 324	117 784	115 179
	30)Québec	252 498	278 296	316 834	316 003
	40)Mauricie-Bois-Francs	122 907	142 747	155 693	155 391
	50)Estrie	50 287	54 484	65 395	72 912
	60)Grand Montréal	1 118 052	1 201 396	1 346 410	1 419 508
	70)Outaouais	69 151	80 517	75 635	83 964
	80)Abitibi-Témiscamingue	52 280	67 262	65 991	68 069
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	102 305	84 618	76 017	74 786
	99)Extérieur	2 620	1 577	1 247	9 732
042)Mécanicien d'ascenseur	Total du métier/occupation	1 734 527	1 686 802	1 700 191	1 792 835
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	9 271	8 517	7 440	7 881
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	14 700	13 541	12 886	13 994
	30)Québec	281 724	278 264	284 218	286 935
	40)Mauricie-Bois-Francs	15 804	15 910	14 250	16 433
	50)Estrie	25 360	21 465	23 975	24 277
	60)Grand Montréal	1 349 217	1 313 150	1 315 402	1 400 693
	70)Outaouais	17 782	19 102	20 556	17 961
	80)Abitibi-Témiscamingue	10 476	9 870	10 655	11 269
	90)Côte-Nord				
	99)Extérieur	10 193	6 983	10 808	13 392
045)Mécanicien de chantier	Total du métier/occupation	1 045 029	1 024 610	708 384	803 362
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	174 195	156 485	74 910	121 516
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	117 556	92 412	85 287	132 801
	30)Québec	90 833	112 096	64 901	90 747
	40)Mauricie-Bois-Francs	166 026	181 098	104 088	112 120
	50)Estrie	16 282	20 046	12 255	18 094
	60)Grand Montréal	349 057	356 606	287 731	235 957
	70)Outaouais	11 975	8 790	4 114	9 109
	80)Abitibi-Témiscamingue	24 586	16 241	15 027	20 338
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	94 520	80 837	59 976	62 680
	99)Extérieur			96	
048)Mécanicien de machines lourdes	Total du métier/occupation	307 824	309 605	343 976	373 821
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	43 695	45 818	49 058	52 541
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	34 857	35 534	40 375	52 600
	30)Québec	72 769	79 947	87 723	99 889
	40)Mauricie-Bois-Francs	19 111	18 943	24 866	26 438
	50)Estrie	9 775	8 981	10 971	10 410
	60)Grand Montréal	80 243	76 746	90 526	86 851

	70)Outaouais	381	795	1 715	1 803
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 844	2 286	1 310	218
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	45 106	40 556	37 434	43 073
	99)Extérieur	44			
051)Mécanicien en protection-incendie	Total du métier/occupation	1 487 514	1 551 611	1 752 861	1 962 886
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	29 907	30 942	30 178	36 620
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	43 396	40 601	52 850	59 493
	30)Québec	259 369	283 996	333 210	356 384
	40)Mauricie-Bois-Francis	49 333	54 275	60 784	65 969
	50)Estrie	35 800	44 571	50 230	49 865
	60)Grand Montréal	1 036 912	1 059 502	1 173 649	1 347 659
	70)Outaouais	12 044	14 836	17 678	19 319
	80)Abitibi-Témiscamingue	12 250	9 918	12 247	12 268
	90)Côte-Nord	3 267	6 127	9 276	8 374
	99)Extérieur	5 236	6 845	12 759	6 937
053)Monteur-assembleur	Total du métier/occupation	3 229 632	3 391 485	4 076 681	3 876 646
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	222 605	148 312	153 757	127 600
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	206 717	174 808	257 852	273 937
	30)Québec	494 089	539 213	634 230	636 211
	40)Mauricie-Bois-Francis	181 227	205 182	248 263	235 965
	50)Estrie	67 172	76 462	99 696	100 300
	60)Grand Montréal	1 818 455	2 012 791	2 431 476	2 260 685
	70)Outaouais	62 390	77 307	76 860	94 254
	80)Abitibi-Témiscamingue	83 106	76 268	84 913	73 501
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	93 266	80 688	87 858	67 608
	99)Extérieur	604	454	1 777	6 585
057)Monteur-mécanicien vitrier	Total du métier/occupation	2 500 248	2 534 091	2 612 204	2 833 686
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	27 723	21 248	25 297	25 613
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	58 976	53 073	58 436	54 600
	30)Québec	343 513	356 066	360 162	394 146
	40)Mauricie-Bois-Francis	69 848	79 036	85 524	95 274
	50)Estrie	58 989	65 268	67 427	71 716
	60)Grand Montréal	1 822 407	1 847 539	1 903 199	2 082 790
	70)Outaouais	67 727	71 658	66 199	70 105
	80)Abitibi-Témiscamingue	41 874	27 296	34 614	32 628
	90)Côte-Nord	5 825	11 591	8 524	5 463
	99)Extérieur	3 366	1 315	2 823	1 350
060)Opérateur de pelles	Total du métier/occupation	5 744 201	6 154 851	6 852 998	7 680 683
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	318 900	315 274	309 240	368 454
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	340 910	321 498	375 767	456 111
	30)Québec	1 121 134	1 317 360	1 366 796	1 459 885
	40)Mauricie-Bois-Francis	385 901	414 143	509 708	544 100
	50)Estrie	300 702	326 695	341 733	392 734
	60)Grand Montréal	2 678 249	2 911 747	3 369 542	3 804 112
	70)Outaouais	154 400	164 073	207 929	231 171
	80)Abitibi-Témiscamingue	152 474	151 831	177 045	186 191
	84)Baie-James	5 328	5 546	7 199	10 529
	90)Côte-Nord	285 749	226 222	186 627	226 355
	99)Extérieur	455	462	1 412	1 042
063)Opérateur d'équipement lourd	Total du métier/occupation	4 839 801	5 145 299	5 408 930	5 915 376
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	387 291	386 764	366 946	419 039
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	235 707	240 067	280 902	300 197
	30)Québec	911 596	1 025 282	1 086 852	1 120 897
	40)Mauricie-Bois-Francis	385 169	393 686	412 405	463 731
	50)Estrie	154 799	172 838	175 412	197 513
	60)Grand Montréal	2 269 549	2 460 107	2 578 003	2 835 196

	70)Outaouais	171 047	159 939	182 381	208 469
	80)Abitibi-Témiscamingue	122 449	122 041	130 472	130 180
	84)Baie-James	9 951	10 636	12 863	16 202
	90)Côte-Nord	191 136	173 343	174 255	220 351
	99)Extérieur	1 107	596	8 441	3 600
066)Peintre	Total du métier/occupation	4 445 013	4 657 567	4 919 374	5 386 124
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	129 664	127 779	151 716	153 248
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	154 910	137 113	159 217	162 725
	30)Québec	797 115	824 238	892 586	959 198
	40)Mauricie-Bois-Francis	214 461	256 120	275 730	291 234
	50)Estrie	149 270	154 351	168 952	200 049
	60)Grand Montréal	2 696 489	2 824 867	2 901 267	3 228 039
	70)Outaouais	177 811	198 132	231 728	242 517
	80)Abitibi-Témiscamingue	68 819	74 595	80 891	79 858
	84)Baie-James	3 189	8 496	8 121	6 696
	90)Côte-Nord	52 871	50 098	48 598	60 914
	99)Extérieur	414	1 778	571	1 648
069)Plâtrier	Total du métier/occupation	2 603 326	2 740 116	3 043 434	3 331 192
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	23 519	16 968	19 098	20 832
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	62 210	61 012	62 382	71 898
	30)Québec	590 788	612 093	694 466	739 904
	40)Mauricie-Bois-Francis	117 587	134 174	146 481	151 094
	50)Estrie	88 535	89 681	91 676	106 828
	60)Grand Montréal	1 593 792	1 706 780	1 883 938	2 092 454
	70)Outaouais	111 661	100 020	123 144	129 380
	80)Abitibi-Témiscamingue	7 876	11 331	11 380	11 012
	84)Baie-James	632	2 198	1 975	1 129
	90)Côte-Nord	6 726	5 848	8 288	6 142
	99)Extérieur		12	608	521
072)Poseur de revêtements souples	Total du métier/occupation	950 026	902 576	951 888	1 024 204
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 677	40 165	44 517	46 376
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	38 234	30 659	34 757	32 511
	30)Québec	168 769	166 648	175 946	177 257
	40)Mauricie-Bois-Francis	29 549	36 165	40 841	47 906
	50)Estrie	23 750	24 074	25 506	26 449
	60)Grand Montréal	591 599	550 339	574 453	638 334
	70)Outaouais	29 180	27 845	30 785	30 884
	80)Abitibi-Témiscamingue	14 186	12 829	9 662	13 773
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	14 829	11 779	14 262	8 599
	99)Extérieur	1 254	2 073	1 160	2 116
075)Poseur de systèmes intérieurs	Total du métier/occupation	2 818 251	2 895 614	3 182 710	3 330 133
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	7 277	5 074	9 562	15 105
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	38 714	31 831	33 557	27 349
	30)Québec	387 068	378 873	442 812	446 783
	40)Mauricie-Bois-Francis	88 858	123 929	125 389	128 071
	50)Estrie	52 659	51 095	51 694	61 926
	60)Grand Montréal	2 169 746	2 228 205	2 430 700	2 523 580
	70)Outaouais	67 851	68 238	81 390	117 723
	80)Abitibi-Témiscamingue	4 806	4 215	4 565	4 908
	90)Côte-Nord	1 248	4 154	3 011	3 776
	99)Extérieur	24		31	912
081)Tuyauteur	Total du métier/occupation	10 648 655	10 255 491	11 128 599	11 720 136
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	256 994	253 941	273 014	273 895
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	345 300	272 234	311 213	364 110
	30)Québec	1 510 798	1 563 633	1 789 688	1 786 945
	40)Mauricie-Bois-Francis	603 361	696 946	709 903	693 864
	50)Estrie	274 220	286 167	306 165	333 343
	60)Grand Montréal	7 080 693	6 542 123	7 042 931	7 501 415
	70)Outaouais	294 143	332 292	360 993	412 324
	80)Abitibi-Témiscamingue	147 105	172 520	195 943	209 510

	84)Baie-James	2 044	667	365	326
	90)Côte-Nord	130 047	125 176	128 742	133 300
	99)Extérieur	3 952	9 791	9 644	11 103
910)Boutefeu et foreur	Total du métier/occupation	471 565	522 966	633 566	722 021
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	23 548	43 036	57 127	66 704
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	59 998	51 843	60 780	83 729
	30)Québec	91 640	108 593	126 427	147 744
	40)Mauricie-Bois-Francis	21 545	22 404	26 503	36 658
	50)Estrie	34 978	43 898	39 681	46 156
	60)Grand Montréal	165 917	161 272	213 295	242 584
	70)Outaouais	18 881	21 197	28 890	23 390
	80)Abitibi-Témiscamingue	9 659	10 572	13 101	7 646
	84)Baie-James				
	90)Côte-Nord	40 013	53 649	67 154	65 787
	99)Extérieur	5 385	6 502	607	1 623
920)Manoeuvre	Total du métier/occupation	15 454 320	15 658 702	17 214 624	19 231 124
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	545 816	435 571	380 755	413 453
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	381 112	298 200	334 034	429 097
	30)Québec	2 074 092	2 211 290	2 383 451	2 353 195
	40)Mauricie-Bois-Francis	585 091	597 351	684 847	702 026
	50)Estrie	235 333	256 462	305 508	352 122
	60)Grand Montréal	10 610 948	10 863 367	12 031 909	13 693 112
	70)Outaouais	515 832	517 183	609 658	712 749
	80)Abitibi-Témiscamingue	145 829	125 465	138 950	173 642
	84)Baie-James	11 093	20 326	18 259	25 203
	90)Côte-Nord	300 893	270 670	221 761	270 700
	99)Extérieur	48 282	62 817	105 493	105 825
930)Main-d'oeuvre de lignes	Total du métier/occupation	2 647 892	2 901 202	3 300 876	2 701 187
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	175 799	160 363	166 933	123 266
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	254 237	345 065	369 551	248 644
	30)Québec	586 598	627 199	737 773	594 234
	40)Mauricie-Bois-Francis	267 828	283 560	360 410	272 563
	50)Estrie	55 717	69 203	89 685	73 949
	60)Grand Montréal	1 007 183	1 132 943	1 254 220	1 158 933
	70)Outaouais	83 516	104 462	133 625	95 534
	80)Abitibi-Témiscamingue	54 851	44 096	48 546	41 236
	84)Baie-James	1 033	1 071		
	90)Côte-Nord	160 713	133 241	139 971	91 593
	99)Extérieur	417		163	1 235
940)Soudeur	Total du métier/occupation	840 842	774 418	867 146	897 020
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	25 186	22 331	28 024	18 603
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	57 274	36 904	46 668	54 869
	30)Québec	79 391	71 903	96 710	79 638
	40)Mauricie-Bois-Francis	58 533	68 952	58 777	44 540
	50)Estrie	14 547	16 655	26 991	30 001
	60)Grand Montréal	544 299	491 126	537 796	578 620
	70)Outaouais	6 401	14 972	10 873	18 644
	80)Abitibi-Témiscamingue	18 536	23 688	29 049	33 953
	84)Baie-James			13	
	90)Côte-Nord	32 179	25 418	30 896	32 854
	99)Extérieur	4 495	2 471	1 350	5 298
950)Autres occupations	Total du métier/occupation	2 241 351	2 375 424	2 700 614	3 043 744
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	121 807	102 799	153 913	148 568
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	165 804	166 114	180 069	214 270
	30)Québec	373 046	419 491	442 516	488 028
	40)Mauricie-Bois-Francis	123 878	148 283	165 732	181 839
	50)Estrie	94 586	96 577	119 477	124 489
	60)Grand Montréal	1 117 397	1 203 730	1 391 485	1 552 434
	70)Outaouais	37 082	55 318	50 247	68 596
	80)Abitibi-Témiscamingue	42 451	36 436	40 971	42 589
	84)Baie-James	7 910	2 255	4 106	3 549

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-205

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.

Le marché du travail a subi des mutations au courant des dernières années ; le vieillissement démographique a commencé à faire son œuvre et la croissance économique a été relativement forte au Québec. Il s'en est suivi une diminution du taux de chômage qui peut être vécue difficilement par les employeurs, peinant de plus en plus pour trouver de la main-d'œuvre disponible.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) possède ses propres mécanismes lorsque la disponibilité des titulaires de certificat de compétence des travailleurs pour une région donnée descend sous la barre de 5 % ; elle peut alors émettre des certificats de compétence à de nouveaux travailleurs non diplômés pour permettre au marché de se rééquilibrer. Cela s'effectue par ce qui est appelé communément les « ouvertures de bassin en situation de pénurie ». Avec la hausse considérable de l'activité survenue depuis 2018, les émissions de certificat de compétence en situation de pénurie ont augmenté de façon importante. Les mécanismes de gestion de la main-d'œuvre de la CCQ ont donc permis de répondre à un besoin important de travailleurs.

De plus, la CCQ effectue aux trois ans une tournée auprès des membres du Comité sur la formation professionnelle de l'industrie de la construction (CFPIC) afin de déterminer les besoins de nouveaux travailleurs qui seront nécessaires pour les cinq prochaines années – l'objectif est d'informer les décisions du ministère de l'Éducation concernant les places en centres de formation professionnelle. La tournée 2020 indique que les régions souhaitent des augmentations significatives de diplômés.

Les données disponibles poussent à croire que les besoins de main-d'œuvre vont aller en croissance. Une étude a été menée par la CCQ, en 2018, afin de documenter de façon plus précise les enjeux de main-d'œuvre :

L'activité économique demeurera élevée dans l'industrie de la construction dans les prochaines années. On anticipe que les difficultés quant au recrutement et à la rétention de la main-d'œuvre se poursuivront.

Certains leviers devront être mis à profit pour l'industrie : augmenter son attractivité auprès des jeunes, améliorer sa capacité d'intégrer les catégories de travailleurs sous-représentées, sa flexibilité concernant les horaires de travail, ses possibilités pour renouveler ses méthodes de travail, etc.

La CCQ mène des sondages semestriels auprès des employeurs de l'industrie de la construction depuis le printemps 2019. Ces sondages révèlent que :

- Alors que 67 % des employeurs n'ont pas été en mesure de pourvoir tous leurs postes apprentis dans les 12 derniers mois, 77 % pour les postes de compagnons.
- 72 % des employeurs de 11 travailleurs et plus considèrent que la difficulté à embaucher de la main-d'œuvre est un des plus grands obstacles au bon fonctionnement de leur entreprise.
- Ce sont 90 % des employeurs qui considèrent que les difficultés à embaucher sont de la même intensité ou plus intenses qu'il y a 12 mois.
- Les conséquences des difficultés de recrutement les plus courantes sont le refus de contrat (61 %), l'augmentation de la charge de travail du propriétaire de l'entreprise (60 %) et le retard dans les contrats (58 %).

Depuis l’automne 2019, la CCQ a lancé l’analyse d’une série de mesures spécifiques pour contribuer à contrer la rareté de main-d’œuvre dans l’industrie. Huit mesures ont été étudiées, puis adoptées d’abord par le conseil d’administration de la CCQ et par le Conseil des ministres. Leur objectif est de changer certaines des règles qui régissent l’industrie pour permettre à davantage de travailleurs d’intégrer l’industrie ou d’y demeurer.

Les mesures touchent, par exemple : la possibilité de superviser plus d’apprentis en chantier, l’accès à l’industrie aux étudiants pour faciliter l’alternance travail-étude, l’entrée accélérée d’apprentis expérimentés, la valorisation des diplômes et l’accélération vers le statut de compagnon. Ces mesures seront en vigueur le 26 avril 2021.

D’un point de vue régional, il existe des incapacités à combler les besoins de main-d’œuvre dans toutes les régions. Cependant, ces besoins ne sont pas toujours de même intensité. Les ouvertures de bassins qui attirent le plus de nouveaux travailleurs se font dans le métier de charpentier-menuisier et dans le bassin « occupation ».

La région de Montréal est particulière, parce qu’une très forte proportion des heures travaillées y sont rapportées. Dans cette région, on constate des besoins de main-d’œuvre dans la majorité des métiers et de façon fréquente.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Perspectives d'emploi pour les métiers et occupations de la construction 2021-2025

3RP205 - 3e opposition

<i>Métier/occupation</i>	<i>Perspectives d'emploi *</i>	<i>Commentaires</i>
Briqueteur-maçon	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Calorifugeur	Très bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Carreleur	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Charpentier-menuisier	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Chaudronnier	Bonnes	Emploi stable, vieillissement très important.
Cimentier-applicateur	Très bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Couvreur	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Électricien	Très bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés à l'équilibre.
Installateur de systèmes de sécurité	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Ferblantier	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Ferrailleur	Très bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Frigoriste	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Grutier	Très bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Mécanicien d'ascenseur	Très bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Mécanicien de chantier	Bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement très important.
Mécanicien de machines lourdes	Bonnes	Emploi stable, vieillissement très important.
Mécanicien en protection-incendie	Très bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Monteur-assembleur	Très bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Monteur-mécanicien vitrier	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Opérateur de pelles	Très bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Opérateur d'équipement lourd	Très bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Peintre	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Plâtrier	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Poseur de revêtements souples	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Poseur de systèmes intérieurs	Excellentes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Tuyauteur	Très bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Monteur de lignes	Bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement important.
Plongeur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement peu marqué. Diplômés insuffisants.
Préposé à l'arpentage	Bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré.
Soudeur	Bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré.
Soudeur en tuyauterie	Bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement très important.

Boutefeu et foreur	Limitées	Emploi stable, vieillissement modéré.
Manoeuvre	Bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré.
Ensemble des salariés	Excellentes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.

Source : Commission de la construction du Québec

2021-03-09

* Méthodologie :

*Les perspectives d'intégration au marché du travail sont classées en quatre catégories (Excellentes, très bonnes, bonnes ou limitées), d'après les résultats de cinq paramètres : (1) la croissance annuelle moyenne du volume de travail pour la période observée; (2) le taux moyen de disponibilité des travailleurs dans les bassins selon les données de la CCQ; (3) le taux de roulement prévu de la main-d'œuvre (besoins de remplacement); (4) le vieillissement, soit la proportion des salariés compagnon qui sont âgés de 55 ans et plus; (5) la suffisance des diplômés, soit la relève à court terme, en comparant les diplômés des 3 dernières années comparativement aux besoins estimés par la CCQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-206

Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main d'œuvre Ontario-Québec.

Sans objet.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-207

Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2020
Pénurie (art. 14.6)	457
Personne indispensable (art. 14.4)	714
Enfant d'employeur (art. 14.5)	2 361
Pénurie - sans préalables scolaires	9 845
Stages d'été	326
Ententes interprovinciales (art. 4)	516
Salarié occasionnel (art. 14.7)	0
Autres*	2 138
TOTAL	16 357

*Autres : 2 138 exemptions, dont 1 610 exemptions découlant du comité de révision; 30 exemptions découlant de nouveaux assujettissements, dont les pompes à béton et 498 exemptions « autres ».

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-207

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-207X

Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.

Afin de combler des besoins particuliers de l'industrie, la Commission de la construction du Québec « *peut exceptionnellement exempter une personne de l'obligation de détenir un certificat de compétence-compagnon, un certificat de compétence-occupation ou un certificat de compétence-apprenti* » (extrait de l'article 14 du *Règlement sur la délivrance des certificats de compétence*).

- L'émission d'une exemption vise a priori à répondre à un besoin précis d'un employeur pour une période limitée.

Quelques exemples des principales exemptions :

- **Personne indispensable** : Lorsque « l'employeur démontre que sans les services de cette personne il ne pourra convenablement faire exécuter un travail de construction particulier ». Par exemple, les tâches visées requièrent des connaissances et une expertise technique (celles-ci sont acquises dans le cadre d'un programme de formation obligatoire dispensé par le fabricant du produit et la garantie du produit peut être conditionnelle à ce que l'installation, la réparation ou l'entretien du produit soient effectués par un travailleur ayant reçu cette formation).
- **Pénurie dans une tâche particulière** : Lorsque « l'employeur démontre qu'aucun titulaire d'un certificat de compétence n'est disponible dans l'industrie de la construction pour exécuter les travaux justifiés par la demande ». Par exemple, si un employeur requiert un manoeuvre spécialisé « limité à l'application d'uréthane giclée » pour exécuter ses travaux et qu'après vérification des bassins de manoeuvre, aucun salarié déjà détenteur d'un certificat de compétence-occupation n'est disponible pour cette tâche spécifique, alors il y a pénurie dans une tâche particulière et une exemption peut être émise.
- **Pénurie dans un métier « candidats sans préalables scolaires (mesures administratives) »** : Selon la réglementation, l'employeur qui fait une demande en cas de pénurie pour une personne doit démontrer que celle-ci détient les préalables scolaires de secondaire 3 ou 4 selon le métier demandé. Lorsqu'il y a pénurie, certains salariés ne peuvent en faire la preuve immédiatement. Conséquemment, une mesure administrative a été mise en place. Celle-ci permet l'émission d'une exemption (ne visant que l'apprenti) de 3 mois/150 heures limitée à l'employeur et à la région visée par la pénurie.
- **Enfant d'employeur** : Lorsque « cette personne est l'enfant d'un employeur ou, si l'employeur est une société ou une personne morale, elle est l'enfant d'un associé de cette société ou d'un administrateur de cette personne morale, et cet employeur en fait la demande afin d'assurer la relève de l'entreprise. » Le lien avec l'employeur doit être filial.
- **Nouvel assujettissement** : Un métier ou une tâche de métier qui ne faisait pas partie de l'industrie est dorénavant assujetti à la Loi R.20 (exemple : en 1997, le métier de monteur-mécanicien vitrier a été assujetti à la Loi R.20).
- **Ententes interprovinciales** : Il existe présentement 3 ententes sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction : Ontario, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve - Labrador (exemple : une exemption à détenir un certificat de compétence-occupation de 12 mois est émise à un salarié en provenance d'une de ces trois provinces).

Cas de travailleurs sans préalables scolaires : une stratégie d'intégration à l'emploi

Sur les 16 357 exemptions, les 9 845 exemptions « pénurie – sans préalables scolaires » sont des exemptions émises selon l'état des bassins.

Une exemption est émise aux salariés ne détenant pas leurs préalables scolaires. Ils bénéficient ainsi d'une période de 12 mois afin de les obtenir.

Cette mesure est un levier d'intégration à l'industrie de la construction de la main-d'œuvre moins scolarisée et qui présente parfois un passé de décrochage scolaire.

MOTIFS	NOMBRE EXEMPTIONS ÉMISES EN 2016	NOMBRE EXEMPTIONS ÉMISES EN 2017	NOMBRE EXEMPTIONS ÉMISES EN 2018	NOMBRE EXEMPTIONS ÉMISES EN 2019	NOMBRE EXEMPTIONS ÉMISES EN 2020
Pénurie (art. 14.6)	664	679	826	542	457
Personne indispensable (art. 14.4)	734	948	925	896	714
Enfant d'employeur (art. 14.5)	4 184	3 922	3 343	2 760	2 361
Pénurie - sans préalables scolaires	1 813	2 247	4 977	8 319	9 845
Stages d'été	105	153	217	303	326
Ententes interprovinciales (art. 4)	375	386	460	563	516
Salarié occasionnel (art. 14.7)	0	0	0	0	0
Autres (art. 21) *	2 050	2 009	1 869	1 967	2 138
TOTAL	9 925	10 344	12 617	15 350	16 357

* Autres : 2 138 exemptions, dont 1 610 exemptions découlant du comité de révision (cas particuliers ou processus différents nécessitant une analyse plus grande); 30 exemptions découlant de nouveaux assujettissements, dont les pompes à béton et 498 exemptions «autres» qui comprend plusieurs types d'exemptions visant à répondre à des situations spécifiques (intégration des femmes non diplômées, renouvellement de pompes à béton, intégration d'autochtones, entente intergouvernementales, stages étudiants).

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-208

Nombre d’inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l’objet d’une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Inspections de chantier et vérifications aux livres	2020
Nombre de visites de chantier effectuées ¹	43 283
<ul style="list-style-type: none">Chantiers différents visités	20 500
Nombre d’infractions constatées	6394
<ul style="list-style-type: none">Nombre d’infractions pour non-détention de certificat de compétence	3235
<ul style="list-style-type: none">Nombre d’infractions pour non-détention de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	546
<ul style="list-style-type: none">Nombre de situations d’heures potentiellement non déclarées	1757
<ul style="list-style-type: none">% des visites avec infractions pour non –détention de certificat de compétence, de licence ou heures potentiellement non déclarées	8,13 %
Nombre de vérifications aux livres menées	999
<ul style="list-style-type: none">% des interventions avec résultat (montant réclamé ou poursuite pénale)	64,46 %
<ul style="list-style-type: none">Millions d’heures réclamées	789 147
<ul style="list-style-type: none">Millions \$ réclamés	17 216 451 \$
<ul style="list-style-type: none">Taux de perception avant judiciarisation	72,36 %

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-208

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-208X

Nombre d’inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l’objet d’une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Inspections de chantier et vérifications aux livres	2020	2019	2018	2017	2016	2015
Nombre de visites de chantier effectuées ¹	43 283	36 954	43 130	42 690	45 521	46 028
• Chantiers différents visités	20 500	18 396	20 050	19 027	19 079	19 731
Nombre d’infractions constatées ¹	6394	6139	7 408	7739	9 988	11 011
• Nombre d’infractions pour non-détention de certificat de compétence	3235	2813	3200	3233	4 043	4 728
• Nombre d’infractions pour non-détention de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	546	543	769	823	1 075	1 032
• Nombre de situations d’heures potentiellement non déclarées	1757	1464	1698	1873	2 328	2 803
• % des visites avec infractions pour non – détention de certificat de compétence, de licence ou heures potentiellement non déclarées	8,13 %	8,5 %	8,3 %	9,0 %	10.0%	11.4%
Nombre de vérifications aux livres menées	999	1424	1395	1479	2 100	2 059
• % des interventions avec résultat (montant réclamé ou poursuite pénale)	64,46 %	60,9 %	61,9%	63,1 %	56.0%	53.6%
• Millions d’heures réclamées	789 147	0,97	1,03	1 002 853	0,63	0,77
• Millions \$ réclamés	17 216 451 \$	23,0	23,3	21,4	14,3	16,7
• Taux de perception avant judiciarisation	72,36 %	58,7 %	67,8%	58,1 %	54,5%	58,4%

¹ Suite à de nouvelles exigences opérationnelles et du DPCP, le temps de rédaction des rapports de vérification a augmenté, ce qui a occasionné une diminution de la quantité de visites réalisées et par conséquent du nombre d’infractions détectées. Aussi, il y a eu introduction en 2019 de l’avis de courtoisie dans les situations de non-conformité mineure.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-209

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ, depuis cinq ans, par année ainsi que les prévisions d'embauche pour 2021-2022.

Année	Nombre
2020	239

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-210

Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

Année	Nombre
2020	408

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-211

Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Pour l'exercice 2020-2021, la Commission de la construction du Québec a reçu 4,376 M\$ du gouvernement. Cette subvention permet de financer 41 ressources additionnelles dédiées à la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale, incluant la fausse facturation et le blanchiment d'argent.

© Éditeur officiel du Québec, 2021

Partie 2 GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 31 mars 2021, 153^e année, n° 13 1681

QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction des pontons n°s 188 770 et 188 805, sur le chemin des Cascades, situés sur le territoire de la municipalité de La Macaza, dans la circonscription électorale de Labelle, selon le plan AA-8809-154-13-0977-2 (projet n° 154-13-0977) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74260

Gouvernement du Québec

Décret 240-2021, 10 mars 2021

CONCERNANT le versement d'une subvention de 4 376 000 \$ à la Commission de la construction du Québec au cours de l'exercice financier 2020-2021, pour la réalisation de projets dans le cadre de la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec est une personne morale instituée en vertu de l'article 2 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20);

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec a mis sur pied différents projets pour intensifier la force de ses interventions dans la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale et les poursuivra au cours de l'exercice financier 2020-2021;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à verser à la Commission de la construction du Québec une subvention de 4 376 000 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021 pour la réalisation de ces projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit autorisé à verser une subvention de 4 376 000 \$ à la Commission de la construction du Québec au cours de l'exercice financier 2020-2021, pour la réalisation de projets dans le cadre de la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74261

Gouvernement du Québec

Décret 241-2021, 10 mars 2021

CONCERNANT le versement d'une subvention de 1 650 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail au cours de l'exercice financier 2020-2021, pour la réalisation de projets dans le cadre d'ACCES construction

ATTENDU QUE la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, instituée par l'article 137 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1), est une personne morale conformément à l'article 138 de cette loi;

ATTENDU QUE la Commission a mis sur pied différents projets, par l'entremise du comité ACCES construction, afin de contribuer à enrayer l'évasion fiscale, le travail non déclaré et le non-respect d'autres obligations légales dans le secteur de la construction et les a poursuivis au cours de l'exercice financier 2020-2021;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à verser à la Commission une subvention totalisant 1 650 000 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021 pour la réalisation de ces projets dans le cadre d'ACCES construction;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-211

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-211X

Tout document relativement à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Pour l'exercice 2020-2021, la Commission de la construction du Québec a reçu 4,5M\$ du gouvernement. Cette subvention permet de financer 41 ressources additionnelles dédiées à la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale, incluant la fausse facturation et le blanchiment d'argent.

Ces ressources sont réparties à travers les bureaux régionaux pour les interventions de niveau deux (13) et d'autres sont pour les unités tactiques (26). De plus, deux ressources sont financées pour les transferts inter-organismes et une somme est attribuée pour les visites de chantier en dehors des heures normales d'opération.

Toutes les équipes œuvrant au sein des divers projets sont opérationnelles.

	Projet 1 <u>Interventions de niveau 2</u>	Projet 2 <u>Unités tactiques</u>	Projet 3 <u>Visites de chantier en dehors des heures normales</u>	Projet 4 <u>Collaboration interorganismes</u>	Projet 5 <u>Développement technologique</u>	TOTAL
Nombre de postes subventionnés (2020-2021)	13	26		2		41
Coût (\$)						
2017-2018 (réel)	1 288 737	1 958 634	676 831	Inclus ds projet 1	-	3 924 202
2018-2019 (réel)	1 300 398	2 406 835	611 547	Inclus ds projet 1		4 318 780
2019-2020 (réel)	1 147 906	2 518 339	627 402	113 586	0	4 407 233
2020-2021 (réel)	1 160 422	2 444 035	571 037	115 260	0	4 321 226
Subvention reçue (\$)						
2017-2018	1 282 575	1 949 255	482 170	Inclus ds projet 1	-	3 714 000
2018-2019	1 309 774	2 421 540	468 686	Inclus ds projet 1		4 200 000
2019-2020	1 142 310	2 495 955	574 399	112 336	175 000	4 500 000
2020-2021	1 159 381	2 545 317	556 580	114 722		4 376 000
Écart (subv.-coût) (\$)						À rembourser¹
2017-2018	-6 162	-9 379	-194 661	-	-	0
2018-2019	9 376	14 705	-142 861	-	-	24 081
2019-2020	-5 596	-22 384	-53 003	-1 250	175 000	175 000 ²
2020-2021	-1 041	101 282	-14 457	-538		101 2823 ³

¹Montant à rembourser si les dépenses encourues sont inférieures au montant de la subvention reçue.

²Correspond au montant du projet 5 qui ne s'est finalement pas réalisé. Il s'agit d'un projet technologique qui a été reporté afin de l'intégrer au progiciel de gestion intégré de l'ensemble des opérations de la CCQ.

³Principalement dû à un poste du projet 2 - unités tactiques qui n'a pas pu être comblé.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-212

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.

Le Conseil des ministres a adopté le règlement prévoyant la création de la région Nunavik en février 2016. Ce règlement prévoit la création de la région en 2017, et la mise en œuvre de 4 mesures transitoires. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur le 10 mars 2016. Elles permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre et son développement. La création de la région Nunavik a été réalisée le 30 juin 2017.

La création des régions doit permettre :

- De prendre acte du découpage actuel du territoire dans le Nord-du-Québec, au Nunavik et dans la région Eeyou Itschee Baie-James ;
- De développer le bassin de la main-d'œuvre dans le Nunavik en cohérence avec la vision de développement du territoire des autorités inuites, ainsi que dans la région Eeyou Istchee Baie-James en cohérence avec la vision du développement des autorités crie et jamésiennes ;
- D'aligner les pratiques de l'industrie avec les orientations gouvernementales en matière d'affaires autochtones ainsi qu'avec la stratégie du gouvernement du Québec pour le Plan Nord et le développement économique du Nord-du-Québec.

La création d'une région Nunavik (territoires au nord du 55° parallèle) vient diminuer l'étendue de l'actuelle région Côte-Nord et dans une moindre mesure l'actuelle région Baie-James.

- En 2012, on estime que 1 156 travailleurs ont été présents sur les chantiers du Nunavik. La majorité d'entre eux (77%) provenaient d'autres régions en respect des règles de mobilité de main-d'œuvre en vigueur dans l'industrie de la construction, alors que 197 salariés (17%) provenaient de la Côte-Nord.

La création d'une région Eeyou Istchee Baie-James (territoires entre les 49e et 55e parallèles) viendrait diminuer l'étendue de l'actuelle région Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

- En 2015, on estime que 5 869 personnes ont pu travailler dans la région Eeyou Istchee Baie-James. Plus de 90% (5 402) de ces personnes provenaient d'autres régions, dont 1 876 (32%) du Saguenay-Lac-Saint-Jean et 1 389 (24%) de l'Abitibi-Témiscamingue.

Depuis 2017, les mesures permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre au Nunavik, la mise en place des mécanismes de priorisation de la main-d'œuvre inuit pour les embauches régionales, ainsi que l'adaptation et le développement de l'offre de services offerts au Nunavik. Les travaux relatifs à la création d'une région Eeyou Istchee Baie-James aux fins de mobilité de la main-d'œuvre et de référence font toujours l'objet d'échanges. En 2015, une demande de création de la région a été déposée au conseil d'administration de la CCQ. La proposition a été rejetée.

Des discussions ont toujours lieu à la table de travail existante entre la CCQ, la Nation crie et les Jamesiens afin de faire avancer ce dossier. Les demandes de ces groupes ont été formulées de façon à pouvoir être traitées par les instances de la CCQ. Une analyse d'impact approfondie est en cours de réalisation à cette fin et sera déposée au conseil d'administration en 2021.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-213

Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.

	2020
Déclaration de besoins de main-d'œuvre	23 916
Employeurs requérants	4 698
Salariés recherchés	62 319
Listes transmises par les titulaires de permis de référence	27 460
Nombre de candidats recommandés	101 339
Listes transmises par la CCQ	25 024
Nombre de candidats recommandés	443 107
Avis d'embauches transmis par les employeurs	136 406
<i>Selon la source de main-d'œuvre:</i>	
Référence des titulaires de permis	2 639
Référence de la CCQ	2 818
Réseau personnel de l'employeur	30 086
Salarié connu de l'employeur	95 500
Autres	5 363
Avis de fin d'emploi transmis par les employeurs	80 579

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

Informations complémentaires à la fiche RP-213

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-213X

Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.

	2016	2017	2018	2019	2020
Déclaration de besoins de main-d'œuvre	21 367	27 795	32 687	33 481	23 916
Employeurs requérants	4 714	5 502	5 870	5 692	4 698
Salariés recherchés	44 518	62 626	82 948	83 724	62 319
Listes transmises par les titulaires de permis de référence	40 590	89 969	50 071	39 731	27 460
Nombre de candidats recommandés	190 688	203 621	181 873	140 979	101 339
Listes transmises par la CCQ	21 871	28 631	33 822	34 876	25 024
Nombre de candidats recommandés	354 958	475 254	569 254	589 387	443 107
Avis d'embauches transmis par les employeurs	165 786	150 413	140 723	151 298	136 406
<i>Selon la source de main-d'œuvre:</i>					
Référence des titulaires de permis	3 888	3 708	3 163	3 251	2 639
Référence de la CCQ	6 397	5 944	5 121	4 232	2 818
Réseau personnel de l'employeur	43 010	40 913	40 061	36 083	30 086
Salarié connu de l'employeur	100 147	86 910	78 804	97 490	95 500
Autres	12 344	12 938	13 574	10 150	5 363
Avis de fin d'emploi transmis par les employeurs	133 017	115 874	101 319	94 736	80 579

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-214

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le MTESS.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-215

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-216

Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.

	2020
Nombre d'infractions	693

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-217

Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.

Institutions scolaires	2020
Commission scolaire/centre de services scolaire	77
Établissement d'enseignement supérieur	8
TOTAL	85

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-218

Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.

Institutions scolaires	2018
Commission scolaire	4
Établissement d'Enseignement supérieur	0
TOTAL	4

Cette donnée ne peut être comptabilisée après 2018 en raison d'un changement dans le système de gestion des plaintes. Une fois l'ensemble du système de gestion des vérifications et enquêtes implanté, cette donnée pourra être de nouveau comptabilisée.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-219

Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec.

À part les travaux usuels d'entretien de ses édifices, la Commission de la construction du Québec n'a pas pour objet d'effectuer des travaux de construction.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2021